



**Revue de presse
1^{er} au 15 avril 2021**



Table des matières

Mission inclusion	4
Donner à la charité sans réseauter : très 2021	5
La Presse + – 2021-04-12 – p. AFFAIRES_4.....	5
Champs d'action au Québec	8
Le maillon faible du «gouvernement économique» de Legault	9
Les Affaires – 2021-04-01 – p. 6.....	9
Itinérance: Montréal conclut deux ententes pour la construction de 50 logements	12
Métro – 2021-04-02.....	12
La crise du logement se répand	14
La Presse + – 2021-04-04 – p. ACTUALITÉS_7_1	14
La Ville de Québec a soif de logements sociaux	18
ICI Radio-Canada – 2021-04-05.....	18
L'Association des locataires veut « socialiser le parc locatif privé »	20
La Tribune – 2021-04-07	20
Préserver le parc des maisons de chambres	22
Québec Express – 2021-04-07 – p. 4.....	22
Les agents de sécurité ont coûté des millions à Montréal	24
Le Devoir – 2021-04-08 – p. A5	24
Un incendie qui remet en lumière la pénurie de logements	27
Le Courrier de Saint-Hyacinthe – 2021-04-08 – p. 6.....	27
Hausse des tentatives d'éviction à Montréal-Nord	29
Métro – 2021-04-09.....	29
Guide Montréal-Nord – 2021-04-13 – p. 1, 4.....	29
Montréal: un financement de 1,83 million \$ pour lutter contre l'insécurité alimentaire	31
Le Journal de Montréal – 2021-04-09	31
TVA Nouvelles – 2021-04-09.....	31
Les loyers grimpent et s'affolent, à Montréal comme ailleurs	32
Le Devoir – 2021-04-10 – p. B1, B2, B3.....	32
Placer la population au cœur de la revitalisation	38
La Tribune – 2021-04-10 – p. 13.....	38
Refuges temporaires: fermeture redoutée de 930 lits pour sans-abri	40
Le Journal de Montréal – 2021-04-12	40
Le Journal de Québec – 2021-04-12.....	40
Illustrer le besoin criant de logements abordables par le théâtre à Trois-Rivières	42
ICI Radio-Canada – 2021-04-12.....	42
Nouveaux logements à l'horizon	44
Le Plateau – 2021-04-14 – p. 2.....	44



Prolongation de l'aide aux itinérants	46
Ouest de l'Île – 2021-04-14 – p. 2	46
Six projets concertés se partagent une enveloppe de 240 000 \$	48
Le reflet du Lac – 2021-04-14 – p. 10	48
Itinérance: le gouvernement veut «éviter les campements» de fortune	50
Métro – 2021-04-15	50
Champs d'action à l'international	52
Le ras-le-bol des humanitaires alors que la famine menace le nord-est du Nigeria	53
VO Afrique – 2021-04-02	53
Burkina Faso : Une coalition d'OSC en ordre de bataille pour la santé sexuelle et reproductive	55
Burkina 24 – 2021-04-02	55
Arora Akanksha: "L'ONU a tellement de choses à cacher qu'elle a imposé une culture du silence"	56
L'Echo – 2021-04-10	56
L'insécurité alimentaire au Sahel devrait augmenter durant l'été	64
RFI – 2021-04-12	64
Instabilité, pauvreté, séismes : cinq choses à savoir sur Haïti	65
Le Télégramme – 2021-04-12	65
ONU: appels à des sanctions contre les auteurs de violences sexuelles dans les conflits	67
Mediapart – 2021-04-14	67
La Presse – 2021-04-14	67
Actualité à surveiller	69
Rien à signaler	70



Mission inclusion



Donner à la charité sans réseauter : très 2021

La Presse + – 2021-04-12 – p. AFFAIRES_4

Par : Marie-Claude Lortie

<https://www.lapresse.ca/affaires/2021-04-12/donner-a-la-charite-sans-reseauter-tres-2021.php>

CHRONIQUE



MARIE-CLAUDE LORTIE
La Presse



Donner à la charité sans réseauter : très 2021

Le fait de donner 800 \$ ou 2000 \$ à une fondation en échange d'un billet pour une soirée flamboyante ou un événement sportif non seulement agréable, mais qui offre aussi la chance de frayer avec le gratin du monde des affaires et de faire du réseautage de



Renée Vézina, directrice générale de la Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants
PHOTO OLIVIER JEAN, LA PRESSE

Le fait de donner 800 \$ ou 2000 \$ à une fondation en échange d'un billet pour une soirée flamboyante ou un événement sportif non seulement agréable, mais qui offre aussi la chance de frayer avec le gratin du monde des affaires et de faire du réseautage de champion, ce n'est pas exactement la même chose qu'appuyer sur « envoi » pour un virement Interac de la même somme, en survêtement, écrasé devant la télé ou assis devant un bureau à la maison, en télétravail.

Comment faire, alors, en ces temps confinés, pour convaincre les donateurs de faire des chèques à tous ceux qui sollicitent des dons ? Des organismes d'aide fragilisés pour la plupart, par les circonstances.

En cette saison des bals, il n'y aura pas de soirées étincelantes pour étrenner une jolie robe. Et depuis janvier, et ça risque de continuer, pas de quatuor de golf pour placoter avec de potentiels clients ou fournisseurs, pas de concerts avec cocktail, pas de vernissages entassés les uns sur les autres à admirer et à acheter des œuvres d'art pour investir ou encourager directement des artistes, pas de vélo en groupe, pas de partys, rien.

La liste des événements que les fondations ne peuvent plus faire ne cesse de s'allonger.



Depuis jeudi, même les activités à l'extérieur – qui avaient quand même pu avoir lieu en 2020 – sont remises en question si l'obligation de porter le masque, même dehors, lorsqu'on n'est pas seul, persiste pendant plusieurs mois.

« L'an dernier, on a quand même réussi à aller chercher 50 % des sommes qu'on aurait amassées si on n'avait pas été en pandémie », relate Renée Vézina, directrice générale de la Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants. « Mais on ne pensait pas y arriver. Une chance qu'on ne compte pas juste sur l'évènementiel ! »

La fondation a dû annuler son bal et son évènement de vélo, notamment.

Tout comme la Société canadienne du cancer, qui a dû laisser tomber le Bal de la jonquille en 2020 et en 2021, évènement annuel qui lui rapporte, net, plus de 2 millions de dollars.

Heureusement, raconte Liette Guertin, directrice des dons exemplaires et d'entreprises, de la division québécoise de l'organisme, les tables étaient déjà vendues en 2020 quand la soirée a été officiellement biffée du calendrier.

« Quand on a appelé les donateurs un par un pour leur demander de convertir leurs billets en dons, ça n'a pas été trop difficile. »

— Liette Guertin, de la Société canadienne du cancer

L'argent avait déjà été dépensé.

À la Fondation du Musée des beaux-arts de Montréal, même constat : on a demandé aux participants du bal traditionnel de transformer leur achat de billet en don direct quand il est devenu évident que la soirée de novembre n'aurait pas lieu. « Et la très grande majorité, 90 %, a redonné en convertissant le prix de la table en don », affirme Danielle Champagne, directrice générale de la Fondation du Musée. « On n'a pas perdu autant qu'on le craignait. »

Pour le musée aussi, le bal annuel est un évènement de financement majeur. En 2019, il a permis à l'établissement d'aller chercher une somme nette de 1,6 million de dollars.

Donc, en 2020, le choc a été amorti, car les sommes déboursées par les habitués des bals étaient là aussi souvent déjà versées. « Notre bilan a été en dessous des attentes habituelles, mais pas tant que ça. »

Et en 2021 ? Il n'y aura pas de bal non plus. Cela diminue les dépenses de la fondation, qui organise toujours un évènement spectaculaire.

Mais le côté « réseautage » qui rend l'activité intéressante pour les gens d'affaires n'a pas lieu. Le plus ? Quand tout se passe virtuellement, il y a plus de participants de l'extérieur de Montréal. Ça a été le cas au vernissage en ligne de l'exposition sur Riopelle.

Pour le reste, la fondation se concentrera sur d'autres stratégies. Un encan virtuel a particulièrement bien fonctionné.



Isabelle Morin, chez **Mission inclusion** – anciennement L'Œuvre Léger –, fait le même constat : les outils « virtuels » permettent de recueillir des appuis plus loin.

« On va chercher de nouvelles personnes. »

— Isabelle Morin, de **Mission inclusion**

Mais parmi les activités phares de la fondation, il y a beaucoup de vélo. Comment est-ce que ces activités sportives de groupe seront-elles encadrées, avec les nouvelles règles sur le port du masque à l'extérieur ?

Du côté de la Société canadienne du cancer, on a adopté une tout autre stratégie pour 2021, explique Liette Guertin.

Absolument rien qui exige la présence de quiconque dans un lieu dit.

On a choisi la sollicitation directe pour des dons majeurs auprès des grandes entreprises. À l'ancienne. Avec appels personnalisés. Démarchage sans feu d'artifice. Une opération qui marche bien, dit la directrice, qui, comme toutes les personnes interviewées pour cet article, a constaté une solidarité et une générosité particulières, accentuées par les circonstances.

Mais la société vise quand même uniquement 40 % de ses objectifs habituels... On a baissé la barre.

Organiser autre chose ? Une formule à distance qui reproduit l'énergie printanière du bal ? Avec rencontres virtuelles, repas et champagne livrés sans contact à la maison ?

« Il y a une certaine fatigue de l'écran », souligne Mme Guertin.

« Les chefs d'entreprise qui passent leur journée devant un écran n'ont pas tous envie de passer une soirée de plus devant un écran. »

— Liette Guertin, de la Société canadienne du cancer

L'Orchestre Métropolitain (OM) a adopté, quant à lui, une autre approche.

Partenaire depuis toujours avec l'hôtel Le Germain, qui loge les artistes invités de l'OM provenant de l'extérieur, l'orchestre a organisé une soirée où les donateurs seront présents à l'hôtel, mais chacun dans leur chambre et en lien par vidéoconférence. Donc, il y aura du réseautage à distance. Mais aussi de l'animation et des entrevues avec des artistes menées par le chef Yannick Nézet-Séguin, des interludes musicaux, un repas gastronomique servi sans contact à chaque chambre.

« Et les invités vont tous arriver à des heures différentes », précise Céline Choiselat, directrice, financement et partenariat, de l'OM. « C'est tout un défi logistique », note-t-elle. Pour les équipes de l'hôtel, notamment. « Mais les donateurs auront le sentiment de vivre un moment unique, en toute sécurité. »

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action au Québec



Le maillon faible du «gouvernement économique» de Legault

Les Affaires – 2021-04-01 – p. 6

Par : Jean-Paul Gagné

<https://www.lesaffaires.com/secteurs-d-activite/general/immigration-le-maillon-faible-du-gouvernement-economique-de-legault/624193>

En français Analyses, mesures de francisation, outils pour les médias sociaux, étiquetage, affichage, etc. Orbec l'Office québécois de la langue française, la Chaire de commerce de Galtéau offre un nouveau service d'accompagnement pour les entreprises qui souhaitent se conformer à la Charte de la langue française québécoise.

les affaires

Droit au but

Le maillon faible du «gouvernement économique» de Legault, l'immigration



Jean-Paul Gagné

J'aime

Les États-Unis tentent de convaincre les autres pays du G20 d'imposer un taux d'imposition minimum aux grandes multinationales qui ne paient pas ou qui déplacent leurs profits vers des paradis fiscaux ou des pays qui ont des taux d'imposition insignifiants. Quelques 55 grandes multinationales américaines n'ont payé aucun impôt sur 4025 de profits l'an dernier, selon l'Institut on Taxation and Economic Policy. Non seulement la concurrence fiscale à laquelle se livrent les pays crée des distorsions entre leurs systèmes fiscaux, mais elle permet aussi aux multinationales de jouer ces systèmes fiscaux les uns contre les autres et ainsi de leur éviter de contribuer au financement des programmes sociaux des pays où elles ont des activités.

Je n'aime pas

Avec l'explosion des prix des loyers et des logements dans les grandes villes, il est évident qu'une crise du logement est à nos portes et qu'elle accablée encore la paupérisation et la misère pour des millions de personnes. Dans ce contexte, les 500 nouveaux logements abordables que le ministre des Finances Eric Girard veut ériger pour l'immigration. Ce désintérêt est apparu dans la plateforme électorale de la CAQ qui proposait une baisse de 20 % à 40 000 le nombre d'immigrants visés pour 2019. C'est seulement 10 % des 400 000 immigrants par année que le gouvernement fédéral veut faire entrer au pays éventuellement. Inutile de dire que, dans un tel contexte, le poids économique du Québec continuera de baisser au

sein de la fédération. Le Québec englobait 28 % de la population du Canada en 1971. Cinquante ans plus tard, il ne représente plus que 22,5 % de la population du pays. À terme, ce recul relatif signifiera moins de députés québécois à Ottawa, mais aussi moins de financement fédéral, moins de péréquation, etc.

Ce manque d'ambition annonce des lendemains difficiles. Le Québec compte déjà 150 000 postes vacants, selon le Conseil du patronat du Québec (CPQ). Imaginons l'effet désastreux qu'aura la pénurie de main-d'œuvre à venir lorsque l'économie atteindra sa vitesse de croisière et que le gouver-

nement aura besoin de regarnir ses finances pour offrir des services décentes à une population qui vieillit et qui coûtera de plus en plus cher à l'État.

Selon le CPQ, le nombre de Québecois âgés de 25 à 67 ans, soit la population réellement en âge de travailler, baissera de 140 000 personnes d'ici 2030. En revanche, celle des 68 ans et plus s'accroîtra de plus de 330 000. Ne pas se préparer pour ce déséquilibre démographique, c'est ou bien de l'insouciance, ou bien de l'aveuglement volontaire ou bien de l'irresponsabilité.

Discours téflant

Le discours de la CAQ était de «prendre moins d'immigrants, mais de mieux les intégrer».

C'était bon pour sa base électorale, mais il n'y avait aucune certitude sur le plan du résultat. Et c'est un fait.

Le PEQ a été revu, mais ce processus reste lourd, nécessitant six mois de travail avant l'émission de la certification de

faute d'enseignants?

Nommé ministre de l'Immigration, Simon Jolin-Bourrette s'est lancé dans une réforme qui s'est révélée un échec. Après avoir annulé 18 000 dossiers de demande d'immigration qui étaient gérés sur la base «du premier arrivé, premier servi», le ministre a lancé la plateforme Arrima pour tester de mieux «arrimer l'immigration aux besoins des personnes désirant immigrer et le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) pour trier les candidats. Mal gérés, ces processus ont suscité un tel mécontentement que François Legault a dû retirer son ministre vedette du dossier de l'Immigration.

Le PEQ a été revu, mais ce processus reste lourd, nécessitant six mois de travail avant l'émission de la certification de

sélection permettant aux chanceux de demander un permis de résidence permanente au gouvernement canadien. Alors que le Québec trie les candidats en fonction de leurs compétences, de leur expérience de travail et de leur connaissance du français, le fédéral vérifie leur santé et leur dossier judiciaire.

Le traitement de la demande de résidence permanente prend en moyenne 27 mois à un

Québec, comparativement à 6 mois pour les candidats provenant des autres provinces.

Les raisons de ce goulot d'étranglement sont des mystérieuses qu'«inexplicables», les deux gouvernements se renvoyant la balle pour justifier leur incurie.

Après la pandémie a eu un effet dévastateur sur l'immigration avec seulement 30 500 nouveaux venus en 2020, Nadine Girault, la nouvelle ministre de l'Immigration, a annoncé que le Québec vise attirer cette année entre 44 500 et 47 500 immigrants, dont 62 % seraient un profil économique. Bonne chance!

Certains assouplissements ont été apportés par la mise en place, le 31 mars dernier, de trois «programmes pilotes d'immigration permanente»: l'un pour les préposés aux bénéficiaires (on vise 550 personnes par année jusqu'à 2025 inclusivement), un autre pour les travailleurs de la transformation alimentaire et un troisième pour les personnes travaillant en intelligence artificielle, dans les technologies de l'information et les effets visuels.

Malgré ces ouvertures, le gouvernement reste frileux. Il a raison de privilégier la venue d'immigrants qualifiés capables d'occuper des emplois à forte valeur ajoutée et bien payés. Mais il refuse toujours de régulariser le statut des travailleurs étrangers temporaires, tels que le personnel non soignant des CHSLD. Il a aussi prolongé jusqu'au 1^{er} avril 2022 la suspension des demandes d'immigrants investisseurs.

Enfin, Québec et Ottawa devraient tout mettre en œuvre pour traiter les demandes de milliers de travailleurs déjà présents chez nous et qui sont menacés d'être retournés chez eux en raison de la lenteur de leur bureaucratie. Misère de misère! ❖

DROIT AU BUT. La Coalition avenir Québec (CAQ) s'est fait élire en (CAQ) s'est fait élire en promettant aux Québécois un «gouvernement économique». Le récent exposé budgétaire du ministre Eric Girard en fait foi, prévoyant 4 milliards de dollars (G\$) de mesures diverses consacrées au développement de l'économie d'ici 2025-2026:branchement à l'Internet haute vitesse dans des régions mal connectées, aide à l'amélioration de la productivité et à l'innovation industrielle, baisse d'impôt pour les PME, appui aux grands projets d'investissement, assistance pour la formation et la requalification de la main-d'œuvre dans plusieurs secteurs et soutien à certaines industries telles que l'aérospatiale, l'aluminium, les forêts, le tourisme, etc. Toutefois, cette stratégie a un angle mort, soit le peu d'intérêt du gouvernement pour l'immigration. Ce désintérêt est apparu dans la plateforme électorale de la CAQ qui proposait une baisse de 20 % à 40 000 le nombre d'immigrants visés pour 2019. C'est seulement 10 % des 400 000 immigrants par année que le gouvernement fédéral veut faire



entrer au pays éventuellement. Inutile de dire que, dans un tel contexte, le poids économique du Québec continuera de baisser au sein de la fédération. Le Québec englobait 28 % de la population du Canada en 1971. Cinquante ans plus tard, il ne représente plus que 22,5 % de la population du pays. À terme, ce recul relatif signifiera moins de députés québécois à Ottawa, mais aussi moins de financement fédéral, moins de péréquation, etc. Ce manque d'ambition annonce des lendemains difficiles. Le Québec compte déjà 150 000 postes vacants, selon le Conseil du patronat du Québec (CPQ). Imaginons l'effet désastreux qu'aura la pénurie de main-d'œuvre à venir lorsque l'économie atteindra sa vitesse de croisière et que le gouvernement aura besoin de regarnir ses finances pour offrir des services décents à une population qui vieillit et qui coûtera de plus en plus cher à l'État. Selon le CPQ, le nombre de Québécois âgés de 23 à 67 ans, soit la population réellement en âge de travailler, baissera de 140 000 personnes d'ici 2030. En revanche, celle des 68 ans et plus s'accroîtra de plus de 630 000. Ne pas se préparer pour ce déséquilibre démographique, c'est ou bien de l'insouciance, ou bien de l'aveuglement volontaire ou bien de l'irresponsabilité. Discours lénifiant Le discours de la CAQ était de «prendre moins d'immigrants, mais de mieux les intégrer». C'était bon pour sa base électorale, mais il n'y avait aucune certitude sur le plan du résultat. Est-on surpris d'apprendre aujourd'hui que 32 cours de francisation visant plus de 600 immigrants viennent d'être reportés, faute d'enseignants ? Nommé ministre de l'Immigration, Simon Jolin-Barrette s'est lancé dans une réforme qui s'est révélée un échec. Après avoir annulé 18 000 dossiers de demande d'immigration qui étaient gérés sur la base «du premier arrivé, premier servi», le ministre a lancé la plateforme Arrima pour tenter de mieux «arrimer l'immigration aux besoins du marché du travail» et lancé deux initiatives: le Programme des travailleurs qualifiés pour les personnes désirant immigrer et le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) pour trier les candidats. Mal gérés, ces processus ont suscité un tel mécontentement que François Legault a dû retirer son ministre vedette du dossier de l'Immigration. Le PEQ a été revu, mais ce processus reste lourd, nécessitant six mois de travail avant l'émission de la certification de sélection permettant aux chanceux de demander un permis de résidence permanente au gouvernement canadien. Alors que le Québec trie les candidats en fonction de leurs compétences, de leur expérience de travail et de leur connaissance du français, le fédéral vérifie leur santé et leur dossier judiciaire. Le traitement de la demande de résidence permanente prend en moyenne 27 mois à un candidat choisi du triage du Québec, comparativement à 6 mois pour les candidats provenant des autres provinces. Les raisons de ce goulot d'étranglement sont aussi mystérieuses qu'inexplicables, les deux gouvernements se renvoyant la balle pour justifier leur incurie. Traités à Sydney, Nouvelle-Écosse, les dossiers venant de Québec ne seraient pas considérés comme prioritaires en raison du désintérêt du Québec pour l'immigration. L'après-pandémie Alors que la pandémie a eu un effet dévastateur sur l'immigration avec seulement 30 500 nouveaux venus en 2020, Nadine Girault, la nouvelle ministre de l'Immigration, a annoncé que le Québec vise attirer cette année entre 44 500 et 47 500 immigrants, dont 62% auraient un profil économique. Bonne chance ! Certains assouplissements ont été apportés par la mise en place, le 31 mars dernier, de trois «programmes pilotes d'immigration permanente»: l'un pour les préposés aux bénéficiaires (on vise 550 personnes par année jusqu'à 2025 inclusivement), un autre pour les travailleurs de la transformation alimentaire et un troisième pour les personnes travaillant en intelligence artificielle, dans les technologies de l'information et les effets visuels. Malgré ces ouvertures, le gouvernement reste frileux. Il a raison de privilégier la venue d'immigrants qualifiés capables d'occuper des emplois à forte valeur ajoutée et bien payés. Mais il refuse toujours de régulariser le statut des travailleurs étrangers temporaires, tels que le personnel non soignant des CHSLD. Il a aussi prolongé jusqu'au 1er avril 2023 la suspension des demandes d'immigrants investisseurs. Enfin, Québec et Ottawa devraient tout mettre en oeuvre pour traiter les demandes de milliers de travailleurs déjà présents chez nous et qui sont menacés d'être retournés chez eux en raison de la lenteur de leur bureaucratie. Misère de misère ! *** J'aime



Les États-Unis tentent de convaincre les autres pays du G20 d'imposer un taux d'imposition minimum aux grandes multinationales qui n'en paient pas ou qui déplacent leurs profits vers des paradis fiscaux ou des pays qui ont des taux d'imposition insignifiants. Quelque 55 grandes multinationales américaines n'ont payé aucun impôt sur 40 G\$ de profits l'an dernier, selon l'Institute on Taxation and Economic Policy. Non seulement la concurrence fiscale à laquelle se livrent les pays crée des distorsions entre leurs systèmes fiscaux, mais elle permet aussi aux multinationales de jouer ces systèmes fiscaux les uns contre les autres et ainsi de leur éviter de contribuer au financement des programmes sociaux des pays où elles ont des activités. Je n'aime pas. Avec l'explosion des prix des loyers et des logements dans les grandes villes, il est évident qu'une crise du logement est à nos portes et qu'elle accroîtra encore la pauvreté et la misère pour des milliers de locataires. Dans ce contexte, les 500 nouveaux logements abordables que le ministre des Finances Eric Girard vient de promettre pour l'ensemble du Québec auront un effet à peu près insignifiant. Le programme AccèsLogis de la Société d'habitation du Québec (SHQ) donne en principe accès à 11 631 logements déjà annoncés, mais non encore livrés. Or, la grande majorité des projets de logements abordables ne peut pas être mis en chantier à cause des critères et des conditions financières inadaptées exigées par la SHQ pour leur réalisation par les coopératives et les organismes sans but lucratif qui les parrainent.

[Retour à la table des matières](#)



Itinérance: Montréal conclut deux ententes pour la construction de 50 logements

Métro – 2021-04-02

Par : Martin Nolibé

<https://journalmetro.com/actualites/montreal/2628850/itinérance-montreal-conclut-deux-ententes-pour-la-construction-de-50-logements/>

La ville de Montréal a conclu deux ententes afin de construire 50 nouveaux logements à but non lucratif destinés aux personnes itinérantes. Deux conventions viennent d'être signées par le comité exécutif de la Ville avec les organismes Réseau Habitation Femmes et Mission Old Brewery.

Ces projets initiés dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) verront le jour rapidement selon le communiqué, soit d'ici un an. L'ICRL est financé en partie par le gouvernement Canadien via la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), mais aussi par le gouvernement du Québec.

Alors que le nombre de personnes en situation d'itinérance est en hausse ces dernières années (avec une estimation à 3149 en 2018), une nouvelle étude de la Ville de Montréal estime que leur nombre aurait doublé en 2 ans, notamment à cause de la pandémie de la COVID-19.

Des besoins criants en matière de logements exacerbé par la crise sanitaire auquel la Ville de Montréal espère bien apporter «une réponse forte et durable aux enjeux d'abordabilité et d'itinérance».

«La pandémie a exacerbé des inégalités déjà présentes, mais souvent moins visibles. Nous continuerons de mettre les bouchées doubles pour nous assurer que toutes les Montréalaises et tous les Montréalais aient accès à un logement abordable, décent et sécuritaire», a déclaré Robert Beaudry, responsable de la gestion et planification immobilière, de l'habitation, des grands parcs et du parc Jean-Drapeau.

«L'Initiative pour la création rapide de logements contribuera grandement à aider les personnes qui en ont le plus besoin en fournissant rapidement plus de 4,700 nouveaux logements abordables aux personnes et aux familles vulnérables. C'est l'un des moyens par lesquels la Stratégie nationale sur le logement de notre gouvernement continue à fournir des logements aux Canadiens d'un océan à l'autre, y compris ici à Montréal» – Ahmed Hussen, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social et ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Par le projet de Réseau Habitation Femmes, ce sont près de 26 logements qui seront érigés dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension pour un investissement total de 10,9M\$. Pour celui de la Mission Old Brewery, 24 logements ainsi qu'un «espace communautaire verront le jour et des services d'accompagnement ou de soutien à des personnes en situation d'itinérance ou à risque de la devenir» verront le jour sur le Plateau-Mont-Royal, pour un investissement de 6,6M\$.

Une douzaine de projets de l'ICRL, soit plus de 250 unités de logements pourront être réalisés grâce à une contribution financière de la part du gouvernement canadien de 56,8M\$. La Ville de Montréal entend accompagner les organismes tout au long du projet afin d'apporter un soutien



technique, mais aussi de «s'assurer de la viabilité des projets et du maintien à long terme du caractère abordable des logements».

[Retour à la table des matières](#)



La crise du logement se répand

La Presse + – 2021-04-04 – p. ACTUALITÉS_7_1

Par : Ariane Krol

<https://www.lapresse.ca/actualites/2021-04-04/la-crise-du-logement-se-repand.php>

La crise du logement qui touche l'île de Montréal se répand aussi dans d'autres régions du Québec.

La pénurie de logements se répand comme un feu de brousse dans le Grand Montréal et plusieurs autres régions, provoquant une flambée des loyers affolante pour les locataires. Certains redoutent le pire pour le 1er juillet.

Saint-Paul

Alexandre Perreault et sa colocataire Cynthia Houle ne savent pas où ils habiteront le 1er juillet. Leur grand 5 ½ avec cour et garage situé au bout d'une rue paisible de Saint-Paul, à une dizaine de minutes de Joliette, est visé par une reprise de logement qui a été autorisée par le Tribunal administratif du logement (TAL, qui a remplacé la Régie du logement). Alexandre tente de faire casser la décision, mais en attendant, les colocataires n'ont pas le choix de chercher un nouveau toit.

« Le moins cher que j'ai trouvé, c'est 1200 \$ par mois, c'est 530 \$ de plus que ce que ça me coûte ici, ça n'a pas de bon sens ! », s'exclame Alexandre.

« Dans le coin, il n'y a rien à louer », déplore Cynthia, dont la fille, Athéna, est déjà inscrite à l'école pour la rentrée. Le père habitant à 10 minutes d'ici, Cynthia redoute d'avoir à déménager dans une autre ville. « C'est moi qui serais punie puisqu'il faudra que j'aille la reconduire à l'école matin et soir quand ce sera ma semaine. »

Les reprises sont permises par la loi. Mais pour les locataires de régions comme Lanaudière, autrefois épargnés par les pénuries de logements, c'est affolant.

« En près de 10 ans à Action-Logement Lanaudière, je n'ai jamais vu une crise du logement d'une telle ampleur, c'est vraiment catastrophique ! »

— Amélie Pelland, coordonnatrice de l'organisme Action-Logement Lanaudière, situé à Joliette

Les appels pour avis d'augmentation de loyer abusive, de 50 \$ à 300 \$ par mois, ont plus que doublé cette année. Ceux pour reprise de logement ont presque triplé.

L'organisme a même publié une alerte à la mi-mars pour rappeler qu'un avis de reprise reçu en cette période n'est probablement pas légal : pour les baux se terminant le 30 juin, le locataire doit être avisé avant le 31 décembre.

Dans Lanaudière, les locataires de maison sont particulièrement touchés par les reprises, constate Mme Pelland.



« On a l'impression que beaucoup de propriétaires ou de locataires de Montréal cherchent à acheter des maisons en région à cause du télétravail. Mais ceux qui sont en banlieue n'ont habituellement pas le revenu plus élevé des personnes qui travaillent à Montréal », soutient Amélie Pelland.

À Saint-Hyacinthe, en Montérégie, les demandes pour hausse de loyer abusive ont plus que triplé, signale l'organisme Logemen'mêle.

« C'est vraiment toutes sortes de logements : des gens qui paient 550 \$ comme des gens qui paient 875 \$ reçoivent une augmentation de 100 \$ », témoigne la coordonnatrice, Alexandra Gibeault. En appliquant la grille de calcul du TAL, qui tient compte des taxes, des travaux et des autres dépenses de l'immeuble, l'organisme constate souvent que l'augmentation devrait plutôt être de 7 à 8 \$ par mois. Mais tous n'osent pas contester ou aller au Tribunal. « Parfois, les locataires ont l'impression qu'ils risquent de perdre leur logement s'ils refusent », témoigne Julie Lanthier, également intervenante chez Logemen'mêle.

En plus des reprises, une quarantaine de logements abordables sont littéralement partis en fumée depuis le début de la pandémie à Saint-Hyacinthe, en raison d'une série d'incendies.

Montréal fait tache d'huile

« On vient en aide à beaucoup de gens qui étaient dans un grand centre urbain et qui se sont déplacés en région », témoigne le porte-parole du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), Maxime Roy-Allard.

Certes, le taux d'inoccupation de l'île de Montréal a doublé en 2020, à 3,2 %. Mais c'est grâce à des phénomènes passagers comme la disponibilité des logements touristiques, la baisse de l'immigration, l'absence de cours universitaires en personne et l'augmentation des taux d'inoccupation dans les tours des quartiers centraux, signale la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

Montréal risque toujours de devenir comme Toronto ou Vancouver, « où il y a un exode des populations à faible revenu parce qu'elles ne peuvent plus se permettre de vivre dans leur ville », prévient M. Roy-Allard.

Partout en province

La grande région de Montréal n'est pas la seule touchée. « Avant de résilier votre bail, trouvez-vous un autre logement », martèle le coordonnateur du Comité logement Rimouski-Neigette, Guy Labonté. Le taux d'inoccupation, qui était d'environ 5 % en 2015, est tombé à moins de 1 % – et même 0,2 % pour les appartements de trois chambres et plus.

Il y a bien la conversion du couvent des Sœurs du Saint-Rosaire, au centre-ville, qui pourrait ajouter rapidement 84 logements abordables, mais le projet, qui devait démarrer au printemps pour livraison à la fin de l'année, a été mis sur la glace faute de financement fédéral.

Plusieurs autres villes, comme Granby, Saint-Georges, Alma, Mont-Laurier ou Val-d'Or, ont des taux d'inoccupation de moins de 1 %.



Pour les locataires ayant des moyens limités, c'est un cauchemar. « Tous les jours, on reçoit au moins un ou deux appels de locataires en pleurs », glisse Amélie Pelland.

« Avant, j'étais intervenante en prévention du suicide, et parfois, je me sens obligée de demander à des gens d'aller consulter tellement la pression est forte sur eux. »

— Julie Lanthier, intervenante au comité de défense des locataires Logemen'mêle de Saint-Hyacinthe

À Saint-Hyacinthe comme à Rimouski ou dans Lanaudière, on s'organise en vue du 1er juillet, mais l'inquiétude est vive. « On fait notre possible pour aider, mais c'est sûr que si le gouvernement ne fait rien pour amoindrir la crise, il faut s'attendre à ce qu'il y ait beaucoup de personnes à la rue le 1er juillet », prédit Mme Pelland.

La Société d'habitation du Québec (SHQ) souhaite que davantage de villes participent à son Programme d'aide d'urgence, qui comprend notamment des suppléments au loyer pour les ménages.

Le Regroupement des comités de locataires exige des mesures plus musclées. Il demande à Québec d'imposer un gel rapide des loyers et, à terme, un contrôle obligatoire des loyers assorti d'un registre.

À Saint-Paul, dans Lanaudière, les colocataires Alexandre Perreault et Cynthia Houle voudraient garder leur logement au moins un an de plus, pour avoir le temps d'en trouver un autre.

« Il faudrait que le gouvernement suspende les reprises pour cette année parce que, vraiment, ça n'a pas de bon sens », plaide M. Perreault.

Cet article est paru dans La Presse+
Encadré(s) :

Taux d'inoccupation dans différentes villes de la province

Île de Montréal : 3,2 %

Banlieues de Montréal : 1,2 %

Rimouski : 0,9 %

Alma : 0,9 %

Val-d'Or : 0,9 %

Mont-Laurier : 0,7 %

Saint-Georges : 0,6 %

Joliette : 0,4 %



Saint-Hyacinthe : 0,3 %

Granby : 0,2 %

Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec

Reprises de logement

Les demandes de reprises de logement devant le Tribunal administratif du logement ont augmenté de 40 % l'an dernier. Les deux tiers visaient Montréal, mais les dossiers, quoique moins nombreux, sont aussi en augmentation dans plusieurs régions, dont Longueuil, Laval, Gatineau et Joliette.

[Retour à la table des matières](#)



La Ville de Québec a soif de logements sociaux

ICI Radio-Canada – 2021-04-05

Par : Louise Boisvert

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1782350/ville-quebec-logements-sociaux-egalite-locataire-regis-labeaume>

Le maire Régis Labeaume a déploré le manque d'argent pour la construction de nouveaux logements sociaux, à la suite du dépôt du budget provincial. La Ville de Québec a un certain appétit pour ce type de logement, mais elle manque de moyens. Près de 2000 ménages attendent leur place.

Notre déception, c'est sur les logements sociaux, disait Régis Labeaume après avoir pris connaissance du budget Girard. Le gouvernement dit qu'il va en construire 5000, c'est vrai. Il a raison. C'est le back up total qu'il reste dans les villes. Mais nous, avec la planification en cours, nous serons à sec en termes de logements sociaux à la fin de l'été.

La Ville de Québec s'est dotée d'un programme ambitieux l'an dernier : mettre en chantier 2600 logements sociaux d'ici 2025, ce qui veut dire un peu plus de 500 mises en chantier par année.

Pour y arriver, elle puise des fonds dans un programme gouvernemental dans lequel chaque ville a droit à un certain nombre d'unités subventionnées. Or, la réserve de la Ville de Québec se vide et le gouvernement n'a pas renfloué les coffres dans son dernier budget.

En mars 2020, il restait en banque 844 unités de logement pour la Ville de Québec. Les projets qui répondent aux critères du programme se multiplient, si bien que d'ici la fin de l'été, elle aurait des projets pour 1567 unités de logement, un déficit de 723 unités.

Taux d'inoccupation

Précisons que la situation du logement se dégrade dans la capitale. Le taux d'inoccupation est de 2,8 %. Ce n'est pas seulement dans les quartiers centraux que le manque de logements se fait sentir, mais aussi dans Charlesbourg, Beauport et la Haute-Saint-Charles.

Quand le taux d'inoccupation descend sous la barre des 3 %. La Ville impose un moratoire pour empêcher les propriétaires immobiliers de convertir des appartements en condos. C'est le cas en ce moment dans la majorité des arrondissements.

Les terrains disponibles pour construire des logements à Québec se font rares. Les prix en hausse depuis quelques années freinent les projets de construction de logements abordables.

Récemment, la Ville a mis en place une réserve de 15 millions de dollars pour accélérer le processus. La Ville achète le terrain, et à la fin, le promoteur lui remet une partie de son investissement.

Depuis qu'on a débloqué le 15 millions de dollars pour pouvoir aider à l'achat des terrains, c'est parti, affirmait Régis Labeaume en conférence de presse la semaine dernière. Un moment donné, on était comme collé au sol. Le marché était en effervescence, mais depuis qu'on a ajouté de l'argent pour faire de l'acquisition de terrain, ça a redécollé.



Aider les plus vulnérables

La Ville veut aller encore plus loin, elle veut aussi venir en aide aux clientèles plus vulnérables.

Près du tiers des logements sociaux qu'elle souhaite construire sont destinés aux personnes handicapées, aux jeunes issus des services de la protection de la jeunesse et aux personnes itinérantes.

[Retour à la table des matières](#)



L'Association des locataires veut « socialiser le parc locatif privé »

La Tribune – 2021-04-07

Par : Tommy Brochu

<https://www.latribune.ca/actualites/lassociation-des-locataires-veut--socialiser-le-parc-locatif-prive--f6887d80c5b531dc7e5821aaa86ba2ba>

L'Association des locataires de Sherbrooke veut « socialiser le parc locatif privé ». Munis de bannières et de slogan, les membres ont entamé leur plus récente campagne devant les bureaux de la députée libérale Élisabeth Brière.

« Concrètement, on pousse pour que les gens ne soient pas à la rue, explique le porte-parole de l'Association des locataires de Sherbrooke, Mario Mercier. On demande que les logements dans les milieux qui ont des besoins soient achetés par le gouvernement. On dit que si les propriétaires ne sont pas capables de s'asseoir et de respecter certaines règles élémentaires, il faut que le gouvernement s'en mêle. »

« Entre les profits et le logement, on choisit le droit au logement, poursuit-il. Le gouvernement actuellement choisit l'inverse : il choisit la possibilité que les propriétaires puissent expulser les gens. Les structures actuelles ne permettent aucunement aux locataires de s'en sortir. Et on pense que c'est volontaire. »

L'intervenante à l'Association des locataires de Sherbrooke, Célia Dagenais, explique que la majorité des 40 ménages pour qui l'Association tentait de trouver un logement l'été dernier ont dû emménager dans un appartement insalubre. « Les logements qui sont accessibles aux personnes en situation de handicap, aînés ou financièrement n'existent plus. Car les propriétaires qui ont le pouvoir dans cette situation se permettent de s'enrichir, d'augmenter leur loyer et ne vont pas aviser les locataires de leurs droits. Il n'y a pas de solidarité, c'est chacun pour soi. C'est ce qu'on dénonce, c'est le capitalisme sauvage qui fait qu'on devient insensible à la personne devant nous », mentionne-t-elle, ajoutant qu'il « n'y a pas de mauvais pauvres, que personne n'aime être pauvre ».

Selon elle, tous les logements devraient être subventionnés « de sorte que personne ne devrait payer plus de 30 % de son revenu pour son logement ».

L'intervenante à l'Association des locataires de Sherbrooke, Célia Dagenais

L'intervenante à l'Association des locataires de Sherbrooke, Célia Dagenais

LA TRIBUNE, MICHELLE BOULAY

Femmes

Mme Dagenais estime que les femmes sont plus à risque lorsqu'on parle d'accessibilité au logement. « Le logement, c'est ce qui peut faire qu'une femme peut rester dans un lieu qui n'est pas sécuritaire pour elle, car elle ne veut pas se retrouver à la rue. Le droit au logement est intimement lié à l'itinérance, à la pauvreté et à l'exclusion sociale. Ce sont tous des enjeux qui sont particuliers aux femmes à la croisée des oppressions »

« En ayant une socialisation du logement, toutes les femmes pourraient se permettre d'être en sécurité, pour elles, pour leur famille et pour leurs proches, sans mettre leur vie en danger »



« L'itinérance chez les femmes, c'est vraiment particulier. Plusieurs études prouvent que l'itinérance des femmes est invisible, car elles ne peuvent pas se permettre de rester dans la rue. Elles sont à risque de violence sous différente forme. C'est pourquoi elles vont souvent passer d'un divan à l'autre. Elles vont souvent devoir échanger des services sexuels contre un toit. Et ça ne se passe pas juste à Montréal, c'est dans toutes les municipalités. Ce n'est pas parce qu'on ne le voit pas que ça n'existe pas »

[Retour à la table des matières](#)



Préserver le parc des maisons de chambres

Québec Express – 2021-04-07 – p. 4

Par : François Cattapan

En ce MOMENT

Préserver le parc des maisons de chambres

Préoccupée par l'accès à un toit pour tous ses citoyens, la Ville de Québec accroît ses efforts pour combler la diversité des besoins résidentiels. C'est dans cette optique qu'elle dévoile une Stratégie concertée sur le maintien et le développement du parc de maisons de chambres et de pensions.

François Cattapan
francois.cattapan@metromedia.ca

Issu d'un groupe de travail composé de représentants des milieux communautaires et institutionnels, cet engagement s'inscrit dans la Vision de l'habitation 2020-2030. Il prévoit l'ajout de 2600 nouveaux logements sociaux et abordables. Près du tiers de ceux-ci seront destinés aux personnes itinérantes, à risque de le devenir et aux jeunes issus des services de la protection de la jeunesse.

« Depuis plusieurs années, nous constatons l'effritement du parc de maisons de chambres et de pensions, déplore le maire de Québec, Régis Labeaume. Nous avons été témoins de mises en vente, de fermetures, d'immeubles insalubres et de propriétaires à court de moyens financiers pour rénover leurs propriétés. Ces facteurs ont contribué à la baisse de l'offre de logements pour les clientèles vulnérables. Le contexte actuel de pandémie a accru l'urgence d'agir pour prévenir et réduire l'itinérance. »

« Les maisons de chambres sont essentielles pour les personnes éprouvant des difficultés à se loger convenablement. Dans bien des cas, elles constituent le dernier logement où ces personnes habitent avant de fréquenter des refuges. À l'inverse, il s'agit souvent de la première option résidentielle après l'itinérance ou à la sortie d'un hébergement temporaire, illustre Émilie Villeneuve, membre du comité exécutif responsable du développement social et de l'habitation.

SÉRIE D' ACTIONS ENVISAGÉES

À court terme, le plan stratégique 2021-25 proposé par le groupe de travail cible 24 actions prioritaires.

Parmi celles-ci, on retrouve :
- La réalisation de 800 nouveaux logements sociaux et communautaires de type chambres, studios et petits appartements.

- L'accompagnement des locataires et le soutien au milieu de vie dans les nouveaux projets résidentiels.

- Le soutien accru aux propriétaires de maisons de chambres pour mettre aux normes leur immeuble, grâce à la bonification des programmes d'aide.

- L'actualisation de l'étude Vivre en maison de chambres dans la ville de Québec : portrait, expériences et enjeux (2019).



Le groupe de travail veut faciliter le parcours vers la ressource vitale et souvent de dernier recours avant l'itinérance qu'est la maison de chambres. (Photo : gouv.qc.ca)

EN QUÊTE DE FONDS ADDITIONNELS

Même si plusieurs pistes d'action peuvent être abordées avec les budgets actuels, certaines nécessitent du financement gouvernemental additionnel. Selon le maire Labeaume, chaque nouveau logement social nécessite un investissement de 255 000 \$. Les besoins financiers supplémentaires sont évalués à 11,6 M \$, soit 1,4 M \$ pour la création des 800 nouveaux logements et 4,2 M \$ pour le soutien au milieu.

C'est la Ville qui coordonne la Stratégie sur le maintien et le développement du parc de maisons de chambres et de pensions à Québec. Le

groupe de travail collaborera à la mise en œuvre du plan stratégique 2021-25. Afin d'en assurer l'efficacité, des groupes composés de locataires et de propriétaires de maisons de chambres seront formés. ■

Tests rassurants dans les classes

Enseignants, élèves et, surtout, parents peuvent se rassurer. L'air respiré en classe est très majoritairement de très bonne sinon de bonne qualité. C'est ce qui ressort des résultats de tests menés ces derniers jours dans les établissements des centres de services scolaires (CSS) de la Capitale, des Découvreurs et des Premières-Seigneuries.

À la demande du ministère de l'Éducation du Québec (MÉQ), des mesures de dioxide de carbone (CO₂) ont été prises dans un large échantillon de classes. Menés avant et pendant les cours, les tests avaient pour objectif de vérifier le respect de la norme en vigueur. Le niveau jugé acceptable de concentration de CO₂ doit être inférieur à 1000 parties par million (ppm). Notons qu'aucune classe ni établissement n'a affiché une qualité d'air estimée médiocre, soit au-delà de 2000 ppm.

Le CSS des Découvreurs est le seul à déplorer deux classes sur son échantillon de 172 à obtenir un résultat passable (entre 1500 et 2000 ppm). Pour 26 classes, la qualité d'air est très bonne (1000 ppm), alors que pour 68 autres elle est bonne (1500 à 1999 ppm).

François Cattapan

LIMITER LA COVID-19

Précisons que la qualité d'air et, surtout, son renouvellement régulier constituent des facteurs potentiellement limitatifs dans la transmission de la Covid-19. « Dans le cas des établissements disposant d'une ventilation mécanique, les CSS assurent leur bon fonctionnement et leur efficacité. En ce qui a trait à ceux devant se contenter d'une ventilation naturelle, le personnel voit à l'ouverture des fenêtres en temps opportun. Pour les classes (2) ne respectant pas les seuils, des actions ont été entreprises pour corriger la situation », signalent les documents officiels.



Un taux de CO₂ inférieur à 1000 ppm dans les classes. (Photo : Métromédia - Anissa)

QUÉBEC EXPRESS ■ MERCREDI 07 AVRIL 2021

Québec 10 000 exemplaires 5200, Hugues-Bossé, porte 8, Québec (Québec) G2C 2B4 TEL : 418 840-1472	POUR NOUS JOINDRE ANNONCES CLASSÉES 1-866-937-5236 ÉDITEUR Vice-président et directeur général Métro Média André Nadeau Directrice principale Lorraine Lussier	VENTES Directrice stratégie médias Catherine Brochu cbrochu@metromedia.ca Conseillers/ères en Solutions Médias Isabelle Boivin Paul Thibault Marjolaine Thibault ventes_quebec@metromedia.ca	RÉDACTION Chef de contenu Théo Martel tmartel@metromedia.ca Journalistes François Cattapan Aline Gauthier Jean Carrière, Perrine Gosselin, Julie Rose, Véronique redaction_quebec@metromedia.ca	INFOGRAPHIE Métro Média IMPRESSION Imprimeries Transcontinental 205, s.r.l., division Transcontinental Transmag 30 801, rue Wilfrid-Paré, Anjou, H3J 1Y7	DISTRIBUTION Publicité : 1-888-939-2322 Officiel : 514 840-1472
--	---	--	---	---	--

Préoccupée par l'accès à un toit pour tous ses citoyens, la Ville de Québec accroît ses efforts pour combler la diversité des besoins résidentiels. C'est dans cette optique qu'elle dévoile une Stratégie concertée sur le maintien et le développement du parc de maisons de chambres et de pensions.

Issu d'un groupe de travail composé de représentants des milieux communautaires et institutionnels, cet engagement s'inscrit dans la Vision de l'habitation 2020-2030. Il prévoit l'ajout de 2600 nouveaux logements sociaux et abordables. Près du tiers de ceux-ci seront destinés aux personnes itinérantes, à risque de le devenir et aux jeunes issus des services de la protection de la jeunesse.

« Depuis plusieurs années, nous constatons l'effritement du parc de maisons de chambres et de pensions, déplore le maire de Québec, Régis Labeaume. Nous avons été témoins de mises en vente, de fermetures, d'immeubles insalubres et de propriétaires à court de moyens financiers



pour rénover leurs propriétés. Ces facteurs ont contribué à la baisse de l'offre de logements pour les clientèles vulnérables. Le contexte actuel de pandémie a accru l'urgence d'agir pour prévenir et réduire l'itinérance.»«Les maisons de chambres sont essentielles pour les personnes éprouvant des difficultés à se loger convenablement. Dans bien des cas, elles constituent le dernier logement où ces personnes habitent avant de fréquenter des refuges. À l'inverse, il s'agit souvent de la première option résidentielle après l'itinérance ou à la sortie d'un hébergement transitoire», illustre Émilie Villeneuve, membre du comité exécutif responsable du développement social et de l'habitation.

SÉRIE D' ACTIONS ENVISAGÉES À court terme, le plan stratégique 2021-25 proposé par le groupe de travail cible 24 actions prioritaires. Parmi celles-ci, on retrouve:-La réalisation de 800 nouveaux logements sociaux et communautaires de type chambres, studios et petits appartements;-L'accompagnement des locataires et le soutien au milieu de vie dans les nouveaux projets résidentiels;-Le soutien accru aux propriétaires de maisons de chambres pour mettre aux normes leur immeuble, grâce à la bonification des programmes d'aide;-L'actualisation de l'étude Vivre en maison de chambres dans la ville de Québec:portrait, expériences et enjeux (2015).

EN QUÊTE DE FONDS ADDITIONNELS Même si plusieurs pistes d'action peuvent être abordées avec les budgets actuels, certaines nécessitent du financement gouvernemental additionnel. Selon le maire Labeaume, chaque nouveau logement social nécessite un investissement de 235 000 \$. Les besoins financiers supplémentaires sont évalués à 11,6 M\$, soit 7,4 M\$ pour la création des 800 nouveaux logements et 4,2 M\$ pour le soutien au milieu.

C'est la Ville qui coordonnera la Stratégie sur le maintien et le développement du parc de maisons de chambres et de pensions à Québec. Le groupe de travail collaborera à la mise en oeuvre du plan stratégique 2021-25. Afin d'en assurer l'efficacité, des groupes composés de locataires et de propriétaires de maisons de chambres seront formés. |
redaction_quebec@metromedia.ca

[Retour à la table des matières](#)



Les agents de sécurité ont coûté des millions à Montréal

Le Devoir – 2021-04-08 – p. A5

Par : Zacharie Goudreault

<https://www.ledevoir.com/politique/montreal/598411/refuges-pour-itinerants-les-agents-de-securite-ont-coute-des-millions-a-montreal>

L'ÉVÉNEMENT // LE JEUDI 8 AVRIL 2021

ACTUALITÉS | A5

III VIOLENCE CONJUGALE

Un homme violent voit sa peine alourdie en cour

ANIEL PRÉDA
LE SERVICE

La Cour d'appel a doublé la peine d'un homme ayant battu et menacé de mort son ex-compagne, et a ordonné qu'il soit placé sous surveillance électronique. La Cour d'appel a également ordonné qu'il soit placé sous surveillance électronique. La Cour d'appel a également ordonné qu'il soit placé sous surveillance électronique.

Des erreurs de principe sont soulevées par la Cour d'appel dans la décision rendue en mai 2019 par la juge Joëlle Roy de la Cour du Québec.

Des erreurs de principe sont soulevées par la Cour d'appel dans la décision rendue en mai 2019 par la juge Joëlle Roy de la Cour du Québec.

La Cour d'appel a doublé la peine d'un homme ayant battu et menacé de mort son ex-compagne, et a ordonné qu'il soit placé sous surveillance électronique. La Cour d'appel a également ordonné qu'il soit placé sous surveillance électronique. La Cour d'appel a également ordonné qu'il soit placé sous surveillance électronique.

La Cour d'appel a doublé la peine d'un homme ayant battu et menacé de mort son ex-compagne, et a ordonné qu'il soit placé sous surveillance électronique. La Cour d'appel a également ordonné qu'il soit placé sous surveillance électronique. La Cour d'appel a également ordonné qu'il soit placé sous surveillance électronique.

LUQAM s'entend avec Hélène Boudreau

SARAH R. CHAMPAONE
LE SERVICE

LUQAM et l'étudiante en arts visuels Hélène Boudreau ont conclu une entente... LUQAM et l'étudiante en arts visuels Hélène Boudreau ont conclu une entente...

Des nombreux internautes ont défilé ces derniers jours un mouvement de soutien à l'étudiante en publiant à leur tour des photos osées arborant le logo de l'université.



Des agents de sécurité de l'entreprise CardWorld contrôlaient l'entrée de personnes en situation d'itinérance dans l'hôtel Place Dupas à Montréal le 6 avril dernier. PHOTO: JACQUES GAGNON

III REFUGES POUR ITINÉRANTS

Les agents de sécurité ont coûté des millions à Montréal

Le recours massif à ce personnel inquiète le milieu communautaire

ZACHARIE GOUDREULT
LE SERVICE

La Ville de Montréal a dépensé plusieurs millions de dollars depuis le début de la pandémie afin d'effectuer des agents de sécurité à la supervision des refuges pour personnes en situation d'itinérance, une situation qu'elle associe à « la plume de malheur » dans le milieu communautaire.

La responsable de l'itinérance au comité exécutif, Nathalie Goulet, a déclaré que la Ville de Montréal a dépensé plusieurs millions de dollars depuis le début de la pandémie afin d'effectuer des agents de sécurité à la supervision des refuges pour personnes en situation d'itinérance, une situation qu'elle associe à « la plume de malheur » dans le milieu communautaire.

Une situation en partie liée au départ de plusieurs employés spécialisés vers le réseau de la santé, qui offre un milieu de travail « beaucoup plus soutenable », constate le président-directeur général de la Mission Bon Accueil, Samuel Watts. Difficile, donc, de miser sur des intervenants spécialisés pour répondre aux besoins grandissants dans le milieu de l'itinérance à Montréal.

Le recours massif à ce personnel inquiète le milieu communautaire

La Ville de Montréal a dépensé plusieurs millions de dollars depuis le début de la pandémie afin d'affecter des agents de sécurité à la supervision des refuges pour personnes en situation



d'itinérance, une situation qu'elle associe à « la pénurie de main-d'oeuvre » dans le milieu communautaire.

Le Devoir a épluché les contrats de la Ville pour avoir un aperçu des dépenses qu'elle a effectuées depuis le début de la crise sanitaire en affectant des agents de sécurité de l'entreprise montréalaise GardaWorld dans plusieurs refuges d'urgence aménagés pour les personnes en situation d'itinérance. La métropole a libéré en tout près de 1700 lits afin de répondre aux besoins grandissants de cette clientèle dans le contexte de la pandémie.

Les contrats recensés totalisent plus de 3,24 millions. Une somme d'environ 1,2 million a notamment servi à embaucher pendant trois mois et demi des agents de sécurité à l'hôtel Place Dupuis, situé au centre-ville. Depuis novembre, l'établissement accueille chaque soir jusqu'à 370 itinérants. Dans les derniers mois, la Ville a aussi déployé des agents de sécurité à l'hôtel Universel, dans Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, à l'hôtel Chrome et à la halte-chaleur du Grand Quai du Vieux-Port de Montréal, entre autres.

« Il fallait assurer la sécurité de ces grandes ressources qu'on a ouvertes dans le contexte de la crise », justifie la responsable de l'itinérance au comité exécutif, Nathalie Goulet.

« Une dérive »

« L'urgence ne devrait pas excuser le recours à des mesures inhumaines et qui s'éloignent des principes qu'on a développés dans la politique [nationale] de lutte contre l'itinérance », lance la directrice générale du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), Annie Savage. Le RAPSIM entend d'ailleurs dresser « un portrait de la situation » en sondant certains de ses membres.

« On a été mis au courant de toutes sortes de situations inacceptables impliquant des agents de sécurité », affirme Mme Savage, qui fait entre autres état de « cas d'intimidation » à l'égard d'itinérants. Lors du passage du Devoir à l'immense chapiteau blanc érigé à la place Émilie-Gamelin, quelques usagers de cette ressource ont d'ailleurs fait part mardi de leurs relations tendues avec les agents de sécurité présents.

Manque d'intervenants

Dans ce contexte, le porte-parole d'Ensemble Montréal en matière d'itinérance, Benoit Langevin, déplore que la Ville n'ait pas misé en priorité sur des intervenants communautaires pour superviser les refuges d'urgence en itinérance.

Or, le milieu communautaire fait face à une « pénurie de main-d'oeuvre », rétorque Nathalie Goulet, ce qu'ont confirmé plusieurs organismes consultés. Une situation en partie liée au départ de plusieurs employés spécialisés vers le réseau de la santé, qui offre un milieu de travail « beaucoup plus souhaitable », constate le président-directeur général de la Mission Bon Accueil, Samuel Watts. Difficile, donc, de miser sur des intervenants spécialisés pour répondre aux besoins grandissants dans le milieu de l'itinérance à Montréal.

« Il y a des risques de dérapage importants parce qu'on se dit que, sous prétexte de pénurie, on va travailler avec des agents de sécurité plutôt qu'avec des travailleurs communautaires », s'inquiète la professeure titulaire à l'École de travail social de l'Université de Montréal Céline Bellot.



Devant cette situation, la Ville de Montréal presse Québec d'augmenter le financement des organismes communautaires afin qu'ils puissent assurer une meilleure rétention de leur main-d'oeuvre.

« Évidemment, ce sont les intervenants sociaux qui sont les mieux placés pour intervenir auprès des personnes [en situation d'itinérance]. C'est sûr et certain », reconnaît Mme Goulet.

La Ville, pour sa part, prévoit de dépenser 3 millions cette année pour financer les projets de dizaines d'organismes qui oeuvrent dans le milieu de l'itinérance. Elle a ainsi reconduit le financement des groupes communautaires dans ce milieu, sans le rehausser.

L'entreprise GardaWorld a décliné la demande d'entrevue du Devoir, se refusant à tout commentaire.

[Retour à la table des matières](#)



Un incendie qui remet en lumière la pénurie de logements

Le Courrier de Saint-Hyacinthe – 2021-04-08 – p. 6

Par : Maxime Prévost-Durand

<https://www.lecourrier.qc.ca/un-incendie-qui-remet-en-lumiere-la-penurie-de-logements/>

6

Le Courrier de Saint-Hyacinthe | Jeudi 8 avril 2021 | lecourrier.qc.ca

actualité

Quatre personnes sinistrées et 1,8 M\$ en dommages

Incendie dévastateur sur la rue Dessaulles

Maxime Prévost-Durand | Le Courrier

Quatre locataires ont été jetés à la rue dans la nuit du 2 au 3 avril à la suite d'un violent incendie qui a complètement ravagé un immeuble à logements de la rue Dessaulles, au coin de l'avenue de la Brûlée, au centre-ville de Saint-Hyacinthe.

Malgré la rapidité avec laquelle les flammes ont embrasé l'immeuble, aucune personne n'a été blessée. Un véritable

sentiment d'urgence s'est toutefois fait sentir, si bien qu'un des locataires s'est retrouvé à l'extérieur pieds nus, ne portant qu'un short, pendant que tous ses biens s'envolaient en fumée. La Croix-Rouge s'est assurée de prendre en charge les locataires qui n'avaient nulle part où aller.

La cause de cet incendie demeurerait toujours inconnue en milieu de semaine. La Sûreté du Québec, qui a repris l'enquête, n'avait décelé aucun élément

criminel, mais continuait tout de même son travail pour tenter de comprendre comment les flammes ont pris naissance. Les pompiers ont été alertés vers 22h 30 vendredi et ont combattu le brasier jusqu'au petit matin samedi. Pas moins de 15 pompiers se sont relayés durant l'intervention. Sept services de sécurité incendie de la région sont venus prêter main-forte à celui de Saint-Hyacinthe.

Datant de 1920, l'immeuble de trois étages comportait sept logements, mais

certaines étaient inhabitées, a précisé la directrice des communications de la Ville de Saint-Hyacinthe, Brigitte Massé. Un local commercial connexe, qui abritait autrefois la boutique Ambiance d'aujourd'hui, a également été emporté par les flammes. Au total, les dommages sont estimés à plus de 1,8 M\$.

Comme la structure était composée principalement de bois, la propagation du brasier a été très rapide, si bien que celui-ci est vite devenu hors de contrôle. Deux camions munis d'une échelle ont notamment été utilisés pour combattre les flammes, bien apparentes au niveau de la toiture.

Une vingtaine de personnes d'immeubles voisins ont été évacuées de manière préventive. Trois de ces immeubles ont subi des dommages mineurs au niveau du revêtement extérieur, mais l'intervention des pompiers a permis d'éviter que le feu ne s'y propage.

SAINT-PIE : UN GARAGE RASÉ PAR LES FLAMMES

Du côté de Saint-Pie, un garage a été réduit en cendres dimanche soir sur le Petit rang Saint-François. Un problème d'origine électrique pourrait être en cause, selon les premières observations.

L'embrasement était déjà généralisé à l'arrivée des pompiers, les amenant à concentrer leurs efforts pour éviter une propagation à la résidence adjacente. Des dommages somme toute mineurs ont été remarqués sur l'extérieur de la maison.

En plus des pompiers de Saint-Pie, une équipe de Saint-Hyacinthe et une de Saint-Dominique ont été appelées en renfort. En l'absence d'aqueduc dans ce secteur, l'utilisation d'un camion-citerne et d'une piscine a été nécessaire pour lutter contre cet incendie. <



La cause de l'incendie d'un immeuble à logements de la rue Dessaulles, qui a jeté quatre personnes à la rue vendredi, demeure toujours inconnue pour le moment. Photo François Larivière | Le Courrier

Un incendie qui remet en lumière la pénurie de logements

Maxime Prévost-Durand | Le Courrier

Où pourront être relogés les sinistrés de l'incendie de la rue Dessaulles dans les prochaines semaines et à long terme? Avec la pénurie de logements abordables qui sévit à Saint-Hyacinthe, la question est légitime et leur drame remet en lumière une problématique bien présente, à laquelle les solutions semblent manquer.

«Actuellement, on est encore en recherche d'un logement pour un couple à la suite d'un incendie qui est arrivé il y a deux ou trois semaines», fait remarquer Alexandra Gibeault, coordonnatrice pour l'organisme Logement'mêle. Heureusement, ils ont trouvé quelque chose pour juillet, mais en attendant, ils vont où? «S'il est déjà difficile de reloger ce couple, la tâche s'annonce colossale pour trouver un nouveau toit permanent aux quatre nouveaux sinistrés qui se sont ajoutés à la fin de semaine dernière, craint Mme Gibeault.

À court terme, des solutions, il n'y en a pas, se désolait-elle. Ce qui est disponible,

ce sont des logements dans des constructions neuves [à prix dispendieux].»

Dans l'immédiat, les sinistrés de la rue Dessaulles ont pu être pris en charge par la Croix-Rouge ou des proches, mais il s'agit là d'une aide temporaire, rappelle la coordonnatrice de Logement'mêle.

«On a vu sur les réseaux sociaux un propriétaire dire qu'il avait des logements disponibles pour les aider. Oui, c'est gentil la charité, mais ça ne leur donnera pas un toit à long terme», poursuit-elle.

Par voie de communiqué, le député fédéral de Saint-Hyacinthe-Bagot, Simon-Pierre Sauvé-Tremblay, a pour sa part évoqué que l'incendie de vendredi dernier «nous rappelle l'urgence de nous pencher sur la question du logement».

«La ville de Saint-Hyacinthe a [eu] droit à plus que sa part en matière d'incendies [au cours des derniers mois]. Affichant le taux d'occupation le plus faible du Québec (1,2 %), il sera de plus en plus difficile de reloger les sinistrés», a-t-il écrit.

Au total, une quarantaine d'unités locatives ont été la proie des flammes et

autant de familles ont dû se trouver un nouveau toit dans la dernière année, rapporte Alexandra Gibeault. Rien pour aider la réalité locative maskoutaine, analyse-t-elle.

«J'appréhende vraiment le 1^{er} juillet. C'est inquiétant, martèle la coordonnatrice de Logement'mêle. C'est inévitable, il n'y aura presque plus de logements. Avec les incendies des derniers mois, il y a moins de logements disponibles et, en même temps, il y a plus de monde [à Saint-Hyacinthe].»

Le projet de logement social Le Concorde est fort attendu pour aider à surmonter, ne serait-ce qu'un peu, la pénurie actuelle. Sa date de livraison, prévue en septembre, compliquera toutefois la transition de plusieurs personnes puisque les baux se terminent habituellement en juillet, souligne la coordonnatrice de Logement'mêle.

«C'est sûr que, si on pouvait avoir accès aux logements de l'avenue Saint-François, ça nous aiderait, lance Alexandra Gibeault avec un demi-sourire dans la voix, mais un avis de démolition a déjà été donné». Le comité de démolition

de la Ville a effectivement tranché le 23 mars en faveur de la démolition.

À ce sujet, le maire de Saint-Hyacinthe, Claude Corbeil, a été interpellé par des citoyens lors de la séance publique du conseil municipal du 6 avril. Compte tenu du contexte actuel, Chantal Goulet et Françoise Pelletier souhaitaient que le conseil revienne sur la décision du comité de démolition afin de préserver ces logements abordables.

Le maire a toutefois fermé la porte à cette possibilité. Même si le conseil est «sensé aux enjeux de logement» et y «travaille activement», nous avons aussi besoin de revitaliser le centre-ville et le projet de Groupe Sélection va en ce sens», a-t-il déclaré.

Même le conseiller du secteur, Jeanmot Caron, qui avait voté contre le projet à une séance ultérieure, a fait valoir la nécessité d'amener des résidents «au centre-ville. «Il faut un équilibre entre des logements abordables et des logements pour des gens en moyens. Ça prend une diversité dans notre centre-ville et je crois qu'elle est en train de s'installer», a-t-il affirmé. <

Avec la collaboration de Rémi Léonard

Où pourront être relogés les sinistrés de l'incendie de la rue Dessaulles dans les prochaines semaines et à long terme? Avec la pénurie de logements abordables qui sévit à Saint-Hyacinthe, la question est légitime et leur drame remet en lumière une problématique bien présente, à laquelle les solutions semblent manquer.

«Actuellement, on est encore en recherche d'un logement pour un couple à la suite d'un incendie qui est arrivé il y a deux ou trois semaines, fait remarquer Alexandra Gibeault, coordonnatrice pour l'organisme Logement'mêle. Heureusement, ils ont trouvé quelque chose pour juillet, mais en attendant, ils vont où?» S'il est déjà difficile de reloger ce couple, la tâche s'annonce colossale pour trouver un nouveau toit permanent aux quatre nouveaux sinistrés qui se sont ajoutés la fin de semaine dernière, craint Mme Gibeault.

«À court terme, des solutions, il n'y en a pas, se désolait-elle. Ce qui est disponible, ce sont des logements dans des constructions neuves [à prix dispendieux].» Dans l'immédiat, les sinistrés



de la rue Dessaulles ont pu être pris en charge par la Croix-Rouge ou des proches, mais il s'agit là d'une aide temporaire, rappelle la coordonnatrice de Logemen'mêle.

«On a vu sur les réseaux sociaux un propriétaire dire qu'il avait des logements disponibles pour les aider. Oui, c'est gentil la charité, mais ça ne leur donnera pas un toit à long terme», poursuit-elle.

Par voie de communiqué, le député fédéral de Saint-Hyacinthe–Bagot, Simon-Pierre Savard-Tremblay, a pour sa part évoqué que l'incendie de vendredi dernier «nous rappelle l'urgence de nous pencher sur la question du logement». «La ville de Saint-Hyacinthe a [eu] droit à plus que sa part en matière d'incendies [au cours des derniers mois]. Affichant le taux d'inoccupation le plus faible du Québec (0,3 %), il sera de plus en plus difficile de relocaliser les sinistrés», a-t-il commenté.

Au total, une quarantaine d'unités locatives ont été la proie des flammes et autant de familles ont dû se trouver un nouveau toit dans la dernière année, rapporte Alexandra Gibeault. Rien pour aider la réalité locative maskoutaine, analyse-t-elle.

«J'appréhende vraiment le 1er juillet. C'est inquiétant, martèle la coordonnatrice de Logemen'mêle. C'est inévitable, il n'y aura presque plus de logements. [Avec les incendies des derniers mois], il y a moins de logements disponibles et, en même temps, il y a plus de monde [à Saint-Hyacinthe].» Le projet de logement social Le Concorde est fort attendu pour aider à surmonter, ne serait-ce qu'un peu, la pénurie actuelle. Sa date de livraison, prévue en septembre, compliquera toutefois la transition de plusieurs personnes puisque les baux se terminent habituellement en juillet, souligne la coordonnatrice de Logemen'mêle.

«C'est sûr que, si on pouvait avoir accès aux logements de l'avenue Saint-François, ça nous aiderait, lance Alexandra Gibeault avec un demi-sourire dans la voix, mais un avis de démolition a déjà été donné». Le comité de démolition de la Ville a effectivement tranché le 22 mars en faveur de la démolition.

À ce sujet, le maire de Saint-Hyacinthe, Claude Corbeil, a été interpellé par des citoyennes lors de la séance publique du conseil municipal du 6 avril. Compte tenu du contexte actuel, Chantal Goulet et Françoise Pelletier souhaitaient que le conseil revienne sur la décision du comité de démolition afin de préserver ces logements abordables.

Le maire a toutefois fermé la porte à cette possibilité. Même si le conseil est «sensible aux enjeux de logement» et y «travaille activement», «nous avons aussi besoin de revitaliser le centre-ville et le projet de Groupe Sélection va en ce sens», a-t-il déclaré.

Même le conseiller du secteur, Jeannot Caron, qui avait voté contre le projet à une séance ultérieure, a fait valoir la nécessité «d'amener des résidents» au centre-ville. «Il faut un équilibre entre des logements abordables et des logements pour des gens en moyens. Ça prend une diversité dans notre centre-ville et je crois qu'elle est en train de s'installer», a-t-il affirmé. Avec la collaboration de Rémi Léonard Le Courrier

[Retour à la table des matières](#)

Hausse des tentatives d'éviction à Montréal-Nord

Métro – 2021-04-09

Guide Montréal-Nord – 2021-04-13 – p. 1, 4

Par : Xavier Bourassa

<https://journalmetro.com/local/montreal-nord/2629950/hausse-des-tentatives-devictions-a-montreal-nord/>

APPELEZ-NOUS POUR
UNE ÉVALUATION GRATUITE
DE VOTRE PROPRIÉTÉ

AVEC
NANCY
C'EST VENDU!
www.nancyforlini.com

Appelez-Nous!
514-303-9777
RE/MAX SOLUTIONS
agence immobilière

Montreal - Vol. 64, No. 10
 Le mardi 14 avril 2013

Présenté par **métrô**

Montréal-Nord

INQUIÉTUDE

chez les locataires

Après que le prix du logement affiché de plus en plus les valeurs pénétrables, le Comité logement de Montréal Nord a reçu une quinquantaine d'appels suite ardeur pour le rapatriement de logement.

IMMOBILITÉ
Lever le pied
 Le tribunal a ordonné le 100 \$ à 100 \$ la limite de vitesse et l'interdiction des routes locales de territoire.
 Page 3

TRAVAUX
Le début de la fin
 Le chantier majeur du 500 \$ 25 \$ entre dans une phase critique. La fin approche, mais les entraves sont importantes.
 Page 3

JUSTICE
Loisirs restreints
 Un tribunal a accordé une licence de 100 \$ à 100 \$ pour une résidence privée pour ceux qui refusent des activités de loisir.
 Page 4

LE RENDEZ-VOUS
DES 50 ANS ET PLUS

NE MANQUEZ PAS LA SEMAINE PROCHAINE AU CENTRE DE VOTRE JOURNAL

[illegible]

Habitation. Signe que la crise du logement atteint à présent les quartiers excentrés de l'île, le Comité logement de Montréal-Nord a reçu cinq fois plus d'appels de locataires craignant l'éviction que les années précédentes. De plus en plus critique, la situation inquiète.

Le nombre de demandes de reprises de logement a bondi de 40 % cette dernière année au Québec, selon le Tribunal administratif du logement (TAL). Et tous les moyens seraient bons pour certains propriétaires d'immeubles qui souhaitent augmenter les loyers en délogeant leurs locataires.

«Quelques-uns utilisent des tactiques abusives, par exemple un proprio qui reprend un 5 et demie pour sa fille qui n'a pas d'enfants. On a eu au-dessus de 50 appels cette année pour la reprise de logements comparativement à 7-8 les autres années», affirme Jacynthe Morin du Comité logement de Montréal-Nord. Au milieu d'une procédure à la Régie du logement pour conserver son petit 4 ½ sur le boulevard Gouin qu'il habite depuis 2005, Febo Di Genova affirme se sentir prisonnier dans son logement. Harcèlement, pressions, négligences, ses propriétaires lui feraient vivre l'enfer en espérant qu'il quitte, plaide-t-il. «L'hiver, ils gardent la température en bas de 17 degrés. Je dois porter mon manteau et partir mon four pour ne pas geler. J'ai dû payer de ma poche pour un problème de coquerelles et j'ai peur pour les punaises



de lit. Je ne peux pas me permettre de tout racheter», souligne-t-il. Atteint de la sclérose en plaques, l'homme n'ose plus sortir de chez lui de peur de contracter la COVID-19. En raison de la moisissure dans son logement, sa jeune fille de 17 ans ne lui rend plus visite.

«Ils me disent, «si tu n'es pas content, t'as qu'à t'en aller». Dans d'autres logements, ils font des rénovations de rien et augmentent de 200 \$. Je ne sais pas quoi faire de plus», déplore-t-il.

Inaccessible Jusqu'à tout récemment le prix des loyers était relativement bas à Montréal-Nord, l'un des quartiers les plus démunis au Canada. Mais selon Jacynthe Morin, la récente augmentation des baux n'a pas les mêmes répercussions qu'ailleurs sur l'île.

«Où vont aller ces gens ? Plusieurs sont déjà à la limite, et en temps de pandémie, ils vont s'entasser et couper encore plus dans leurs besoins essentiels. Certains vont se retrouver à la rue», affirme-t-elle. Si le loyer moyen des appartements d'initiative privée dans le quartier demeure le plus bas à Montréal à 733 \$, la variation de ce dernier a grimpé de 4,1 % en 2019-2020 comparativement à 2,7 % en 2018-2019.

Phénomène généralisé Au Québec, deux fois plus de locataires ont visité des comités logements parce qu'ils sont à risque d'éviction. Maxime Roy-Allard, du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec, peut en témoigner.

«C'est un phénomène à la hausse depuis quelque temps, beaucoup de vieux immeubles nécessitent des travaux. Nous sommes là pour offrir un soutien aux gens», souligne-t-il. Avec un taux de rotation à la baisse de 4,8 % cette dernière année dans les appartements privés montréalais, la rareté des logements abordables est plus évidente que jamais.

«Ce n'est pas qu'il y a rien, on a jamais vu autant de constructions et il y a une remontée du taux d'inoccupation, mais les logements avec de bons loyers ne se libèrent pas. Les gens ne veulent pas s'en aller», mentionne Hans Brouillette de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ).

INQUIÉTUDE chez les locataires page 4 «Plusieurs sont déjà à la limite, et en temps de pandémie, ils vont s'entasser et couper encore plus dans leurs besoins essentiels. Certains vont se retrouver à la rue.» Jacynthe Morin du Comité logement de Montréal-Nord.

[Retour à la table des matières](#)



Montréal: un financement de 1,83 million \$ pour lutter contre l'insécurité alimentaire

Le Journal de Montréal – 2021-04-09

TVA Nouvelles – 2021-04-09

<https://www.journaldemontreal.com/2021/04/09/montreal-un-financement-de-183-million--pour-lutter-contre-linsecurite-alimentaire>

<https://www.tvanouvelles.ca/2021/04/09/montreal-un-financement-de-183-million--pour-lutter-contre-linsecurite-alimentaire-1>

La Ville de Montréal a octroyé une aide financière de 1,83 million \$ pour soutenir des organismes dédiés à lutter contre l'insécurité alimentaire, la pauvreté et l'exclusion sociale.

«La pandémie de la COVID-19 a exacerbé les inégalités sociales. Plus que jamais, nous devons unir nos efforts pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables», a déclaré par communiqué Nathalie Goulet, responsable de l'inclusion sociale, des sports et loisirs, de la condition féminine, de l'itinérance et de la jeunesse au sein du comité exécutif de la Ville.

À l'automne 2020, la Ville et la Direction régionale de santé publique de Montréal (DRSP) avaient lancé un appel de projets destiné à soutenir des initiatives locales visant les populations vulnérables, pour une durée de deux ans. Montréal assurait un montant de 1,2 million \$. La Ville accorde en plus 374 000 \$ à Moisson Montréal ainsi que 250 000 \$ au Centre de référence du Grand Montréal.

«La DRSP et la Ville de Montréal reconnaissent le rôle incontournable que jouent les organismes communautaires qui œuvrent en alimentation sur le territoire. Il s'agit de partenaires privilégiés qui possèdent une expertise incontestable et indispensable», a pour sa part déclaré la Dre Mylène Drouin, directrice régionale de santé publique de Montréal.

[Retour à la table des matières](#)



Les loyers grimpent et s'affolent, à Montréal comme ailleurs

Le Devoir – 2021-04-10 – p. B1, B2, B3

Par : Olivia Gélinas, Roxane Léouzon et Clémence Pavic

<https://www.ledevoir.com/documents/special/04-21-loyers-quebec/index.html>

PERSPECTIVES



PERSPECTIVES
Et vite l'été...
la chronique de
Normand Baillargeon
116

PERSPECTIVES
Le vote et la tentation
de la censure
118

IDÉES
Allons-nous vers
un autre 1914 ?
122

IDÉES
Éloge de la pénurie
de main-d'œuvre,
la chronique de Jean-
François Lisée | 112

PERSPECTIVES

LE DEVOIR ENQUÊTE SUR LE LOGEMENT

Les loyers grimpent et s'affolent, à Montréal comme ailleurs

12

1310

\$

par mois

1,2

%

de plus

en 2020

2020

2019

2018

2017

2016

2015

2014

2013

2012

2011

2010

2009

2008

2007

2006

2005

2004

2003

2002

2001

2000

1999

1998

1997

1996

1995

1994

1993

1992

1991

1990

1989

1988

1987

1986

1985

1984

1983

1982

1981

1980

1979

1978

1977

1976

1975

1974

1973

1972

1971

1970

1969

1968

1967

1966

1965

1964

1963

1962

1961

1960

1959

1958

1957

1956

1955

1954

1953

1952

1951

1950

1949

1948

1947

1946

1945

1944

1943

1942

1941

1940

1939

1938

1937

1936

1935

1934

1933

1932

1931

1930

1929

1928

1927

1926

1925

1924

1923

1922

1921

1920

1919

1918

1917

1916

1915

1914

1913

1912

1911

1910

1909

1908

1907

1906

1905

1904

1903

1902

1901

1900

1899

1898

1897

1896

1895

1894

1893

1892

1891

1890

1889

1888

1887

1886

1885

1884

1883

1882

1881

1880

1879

1878

1877

1876

1875

1874

1873

1872

1871

1870

1869

1868

1867

1866

1865

1864

1863

1862

1861

1860

1859

1858

1857

1856

1855

1854

1853

1852

1851

1850

1849

1848

1847

1846

1845

1844

1843

1842

1841

1840

1839

1838

1837

1836

1835

1834

1833

1832

1831

1830

1829

1828

1827

1826

1825

1824

1823

1822

1821

1820

1819

1818

1817

1816

1815

1814

1813

1812

1811

1810

1809

1808

1807

1806

1805

1804

1803

1802

1801

1800

1799

1798

1797

1796

1795

1794

1793

1792

1791

1790

1789

1788

1787

1786

1785

1784

1783

1782

1781

1780

1779

1778

1777

1776

1775

1774

1773

1772

1771

1770

1769

1768

1767

1766

1765

1764

1763

1762

1761

1760

1759

1758

1757

1756

1755

1754

1753

1752

1751

1750

1749

1748

1747

1746

1745

1744

1743

1742

1741

1740

1739

1738

1737

1736

1735

1734

1733

1732

1731

1730

1729



des prix nettement inférieurs au marché actuel. Il n'en demeure pas moins que la différence est flagrante.

Une chose est claire à la lecture de nos données: si vous êtes locataire et que vous êtes forcé de déménager, vous avez peu de chances de retrouver un appartement aussi grand et à aussi bon prix dans votre quartier. Beaucoup de locataires l'ont appris à leurs dépens. La compétition pour des logements abordables est telle qu'on a pu voir circuler sur les réseaux sociaux des images de gens faisant la file pour pouvoir visiter des appartements.

Même les chiffres de la SCHL montrent d'ailleurs que les loyers s'emballent dans la métropole. Dans le Grand Montréal, le loyer moyen était en augmentation de 4,2 % par rapport à l'année dernière — sa plus forte augmentation depuis 17 ans.

Selon les quartiers de la métropole, la situation varie. C'est dans la zone regroupant le Sud-Ouest et Verdun que l'augmentation a été la plus marquée. La moyenne des loyers y a bondi de 14,4 % entre 2019 et 2020. À Hochelaga-Maisonneuve aussi la moyenne a explosé, à hauteur de 9,8 % sur la même période. Des bonds importants qui s'expliquent par la mise sur le marché de nouveaux logements — plus chers que le reste du parc immobilier et qui tirent la moyenne à la hausse. Le secteur de Villeray, Saint-Michel et Parc-Extension enregistre quant à lui la progression la plus faible, soit autour de 1,5 %. Les loyers continuent de monter, et ce, même si le taux d'inoccupation dans la région de Montréal a largement augmenté — s'établissant à 2,7 % en 2020, alors qu'il était de 1,5 % en 2019.

«La diminution du bilan migratoire international, l'absence de cours universitaires en personne et le retour des appartements destinés à la location touristique [de type Airbnb] sur le marché locatif à long terme ont tous contribué à la hausse des taux d'inoccupation», note la SCHL.

Pourtant, si le taux d'inoccupation a augmenté, pour s'approcher du point d'équilibre de 3 %, certains types d'appartements demeurent rares dans la métropole — surtout ceux qui sont abordables et ceux qui peuvent accueillir des familles.

Le retour de certains appartements sur le marché, comme les logements Airbnb ou les studios d'étudiants, ne répond pas aux besoins de toutes les populations et cela n'empêche pas les augmentations de loyer, explique Hélène Bélanger, professeure au Département d'études urbaines et touristiques de l'UQAM. «Les secteurs dans lesquels le taux d'inoccupation a augmenté s'adressent à un segment particulier de la population. Alors que le logement abordable, lui, continue d'être rare», note l'experte.

En effet, dans plusieurs secteurs recherchés, le taux d'inoccupation se maintient en dessous du point d'équilibre de 3 % — l'offre serrée jouant à l'avantage des propriétaires.

Et la nouvelle offre créée, c'est-à-dire les constructions neuves, ne règle pas le problème puisqu'elle s'adresse généralement à des populations plus aisées, souligne Mme Bélanger. La SCHL note que, sur l'île de Montréal, les loyers moyens de ce type de logement vont de 1400 \$ pour un 3 1/2 à 2300 \$ pour un 5 1/2, ce qui n'est pas nécessairement à la portée de tous.

Des hausses abusives et des rénovictions Effet collatéral de la crise du logement, les responsables de comités de logements de plusieurs quartiers montréalais constatent un nombre record de rénovictions et de hausses de loyer abusives, c'est-à-dire bien au-dessus du pourcentage permis par le Tribunal administratif du logement (TAL), depuis le début de 2020.



«C'est épouvantable, dit le coordonnateur d'Entraide-Logement Hochelaga-Maisonneuve, Guillaume Dostaler. Il y a une dynamique installée dans le quartier: peu après l'achat, le nouveau propriétaire se pointe chez les locataires pour les convaincre de quitter leur logement. Il y a une série de tactiques pour les faire partir, qu'on peut résumer par du harcèlement.» Plusieurs locataires ont effectivement confié au Devoir avoir subi un tel traitement: introductions non autorisées dans leur appartement, coupures de certains services, nuisances dues à des travaux, par exemple.

Par ailleurs, les comités de logements aident chaque année des centaines de personnes à déterminer si la hausse demandée par leur propriétaire est justifiée.

«Jusqu'à présent, en 2021, nous avons calculé la hausse de loyer pour 108 locataires, rapporte Jean-Claude Laporte, organisateur communautaire au Comité logement Rosemont. Sur ce nombre, 97 ont été jugées abusives, 11 étaient des augmentations supérieures à 50 \$, la plus élevée étant de 120 \$. Pour les autres, la hausse est exagérée de 5 à 50 \$.» Dans ces cas-là, le locataire peut refuser l'augmentation et le propriétaire peut demander au TAL de déterminer officiellement la hausse autorisée. Mais, selon M. Laporte, le problème réside dans le fait que plusieurs locataires ne connaissent pas leurs droits ou ont peur d'entrer en conflit avec leur propriétaire.

Pas de crise du logement, selon la ministre Laforest «Je ne peux pas dire qu'il y a une crise du logement, ça, c'est certain», assure quant à elle Andrée Laforest, ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du Québec, en entrevue au Devoir.

«L'année passée, ça m'inquiétait, ça, je peux vous le dire. Maintenant, cette année [...] il y a quand même plusieurs logements qui se sont libérés dans la métropole», ajoute-t-elle, mentionnant les taux d'inoccupation plus élevés qu'à l'habitude à Montréal.

Il y a toutefois du travail à faire, concède-t-elle, mais, à son avis, il faut surtout rattraper «le retard des gouvernements précédents» dans le dossier de l'habitation. «C'est important de savoir que, quand je suis arrivée en poste, dès la première semaine on m'a mentionné qu'on était en retard de 15 000 logements [sociaux] au Québec», note la ministre caquiste.

Dans son récent budget, le gouvernement a investi plus de 300 millions pour augmenter l'offre de logements sociaux et abordables. «On rencontre, avec la Société d'habitation du Québec, tous les offices d'habitation pour voir quels projets sont urgents et lesquels on peut construire», indique Mme Laforest, ajoutant que l'Initiative de création rapide de logements (ICRL), signée au mois de janvier avec le gouvernement fédéral, devrait aider à la mise en chantier des projets.

Mais le logement social ne résout pas tout, reconnaît la ministre. Pour les ménages à faible revenu, il existe les programmes de supplément au loyer (PSL). «L'année passée, on a octroyé 1800 PSL d'urgence, [ce qui permet] au locataire qui le reçoit de payer seulement 25 % de son loyer.» Par ailleurs, la ministre estime que le projet de loi 16, qui oblige notamment les propriétaires à inscrire dans la section G du bail le loyer payé par le dernier locataire, limite les hausses de loyer abusives.

«Dans les baux, ce n'était pas obligatoire de divulguer l'ancien prix payé par le locataire [précédent]. Donc, un locataire qui louait un logement pouvait le louer peut-être, admettons, à



un montant de 700 \$, mais l'année auparavant il était loué à 450 \$, et le propriétaire haussait les coûts comme ça», explique la ministre.

Pour ce qui est des évictions, d'ici quelques jours le site Internet du TAL devrait avoir «un onglet» pour que les personnes évincées par leur propriétaire puissent avoir toute l'information et demander de l'assistance. «Dans les 48 heures, on va tout de suite téléphoner aux locataires qui se sont sentis évincés. S'il y a lieu, on va leur donner des conseils et on va les traiter en priorité», indique Mme Laforest.

Pour soutenir le TAL, 24 millions de dollars ont été octroyés notamment pour augmenter le nombre de préposés et répondre aux demandes des locataires et des propriétaires, ajoute la ministre. «On entend énormément plus de causes par année, environ 15 000 causes supplémentaires. Donc, on accélère le rythme aussi pour entendre les causes au Tribunal administratif du logement.» «Je prends ça à cœur. Tout le sujet de l'habitation me touche», souligne la ministre.

Quelles solutions ? Si la ministre estime qu'il n'y a pas de crise du logement, ce n'est pas l'avis de tous. «En fait, il y a déjà quelques années que la crise du logement se pointait le bout du nez, que les comités de logements et les associations de locataires sonnaient l'alarme auprès des autorités publiques — qui ont nié pendant longtemps qu'il y avait une crise du logement, en disant seulement que le marché se resserrait», souligne la professeure Hélène Bélanger.

«On s'en va directement dans le mur de Toronto et de Vancouver, croit pour sa part le porte-parole du Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ), Maxime Roy-Allard. D'ici 5 ou 10 ans, si rien n'est fait, il n'y aura plus de logements abordables à Montréal. Et ça veut dire que beaucoup de gens vont devoir quitter la ville, ça veut aussi dire beaucoup d'appauvrissement pour les gens qui voudront rester et qui devront payer leur loyer plus cher, être à risque d'éviction, vivre dans des logements insalubres ou surpeuplés parce qu'ils sont moins chers.» Et si certains pensaient que la situation se résorberait en raison de la pandémie et de la hausse du nombre de logements disponibles, l'accalmie attendue n'a pas eu lieu, observe M. Roy-Allard.

En pleine deuxième vague, Québec solidaire avait demandé un gel temporaire des loyers — une mesure écartée par le gouvernement du Québec, mais adoptée par d'autres, comme celui de l'Ontario et celui de la Colombie-Britannique.

À long terme, quelles peuvent être les solutions pour endiguer le problème ? Encore plus de logements sociaux et abordables ? L'enjeu de l'habitation est au cœur des préoccupations du député solidaire de Laurier-Dorion, Andrés Fontecilla, qui a demandé, il y a quelques semaines, un mandat d'initiative sur ce sujet à la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale.

«On est dans un bras de fer en ce moment pour que le gouvernement annonce une nouvelle ronde de constructions sociales. La CAQ s'est seulement engagée à réaliser les 15 000 logements que le Parti libéral avait planifiés. Or, les besoins dépassent ça largement. On pense que, pour régler le problème, ça prend 10 000 logements sociaux par année, pendant cinq ans», explique le député.

Fin mars, lors de la présentation de son budget, Québec a annoncé une enveloppe de 290 millions de dollars sur six ans pour augmenter l'offre de logements sociaux et abordables dans



la province, pour la mise en chantier de 5500 unités, dont 5000 déjà prévues et 500 nouvelles. Des sommes «très largement insuffisantes pour répondre rapidement aux besoins urgents des 244 120 ménages locataires», qui ne soulagent qu'«en partie», selon le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU). Pour l'organisme, un minimum de 5000 nouveaux logements pour la prochaine année seulement serait nécessaire.

La Ville de Montréal réclame quant à elle des investissements pour permettre la construction de 1500 nouveaux logements sociaux pour l'année en cours. La Ville de Québec en demande 2600 d'ici 2025. Des demandes bien supérieures à ce qu'offre la Coalition avenir Québec.

Pour ce qui est du logement abordable, la Ville de Montréal a pour sa part instauré le Règlement pour une métropole mixte, plus connu sous le nom de Règlement «20/20/20». Désormais, les constructeurs de nouveaux projets résidentiels doivent contribuer à l'offre de logements sociaux, abordables et familiaux dans la métropole. Mais le règlement ne fait pas le bonheur de tous.

L'économiste Francis Gosselin, associé chez Acronyme et lui-même propriétaire de sept logements locatifs, fait partie de ceux qui critiquent ce nouveau règlement. «On essaie de créer des logements abordables, mais en retirant une partie des logements du marché pour en geler les prix, ça a un effet inflationniste sur tous les autres», croit-il.

Il rappelle par ailleurs que la hausse des logements est principalement causée par une mauvaise adéquation entre l'offre et la demande. Il estime que les gouvernements doivent collaborer avec les promoteurs immobiliers afin de faciliter et d'accélérer la construction de logements dans les quartiers centraux. «Il y a une grande lenteur dans l'approbation des projets par l'administration municipale, ce qui retarde la mise en chantier des propriétés», a-t-il observé.

Registre et contrôle des loyers Depuis plusieurs années déjà, le Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec demande que soient instaurés un contrôle et un registre des loyers.

Un registre des loyers permettrait à tout nouveau locataire d'un logement de consulter le loyer payé par la personne avant lui, afin de vérifier que la hausse n'est pas abusive. «Les nouveaux locataires acceptent un loyer sans savoir quel était le loyer payé par le locataire précédent. Avec un registre, on viendrait limiter ces hausses-là puisque le prix des loyers serait public et connu», explique M. Roy-Allard.

La section G dans le bail type du TAL, qui devrait indiquer obligatoirement le prix payé par l'ancien locataire, est rarement remplie, note Andrés Fontecilla, qui lui aussi plaide pour un registre des loyers. «Ce ne serait pas tellement compliqué. Ça a été instauré dans des villes comme Los Angeles.» La Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ), de son côté, est loin d'être chaude à l'idée. «Le but [des partisans d'un registre] est d'assurer un contrôle continu des loyers, même quand le logement change de main. Si ça devait arriver, beaucoup de propriétaires arrêteraient de louer des logements, assure Hans Brouillette, directeur des affaires publiques de la CORPIQ. Des immeubles seraient laissés à l'abandon ou il y aurait des reprises de possession massives. C'est naïf de penser qu'on peut contrôler les prix sans regarder l'évolution des coûts.» M. Brouillette juge qu'entre l'augmentation des prix des immeubles, des matériaux et des taxes municipales, les hausses définies par le TAL sont beaucoup trop faibles pour inciter des investissements dans l'immobilier.



Un contrôle des loyers irait encore plus loin. L'indice publié annuellement par le TAL pour calculer l'augmentation standard du loyer devrait être plus contraignant, croit M. Roy-Allard. En ce moment, c'est au locataire de se plaindre qu'une augmentation est abusive, juge-t-il. «Il faut que le fardeau soit inversé, qu'il y ait une obligation de suivre cet indice et qu'il appartienne au propriétaire de justifier une hausse supérieure», selon lui.

Un registre ou un contrôle des loyers ont toujours été des options écartées par Québec. «Le registre, on l'a vraiment étudié, mais il y a des coûts très élevés, note la ministre Laforest. En 2011, on avait évalué que ça coûtait environ 6 millions pour avoir un registre. Ça, c'était juste pour le monter. Mais ce n'est pas juste ça, c'est aussi qu'il y avait des provinces qui l'ont essayé et qui l'ont abandonné tout de suite à cause des coûts très, très élevés pour toujours le mettre à jour. Ça coûterait entre 1 et 2 millions par année, d'avoir un registre.» Mais Andrée Laforest reconnaît qu'il y a «un momentum au Québec présentement» sur la question de l'habitation. C'est la raison pour laquelle elle a ouvert le premier Forum Habitation Québec 2021 au mois de mars, pour «développer un plan» et «des formules innovantes» afin d'améliorer la situation du marché locatif au Québec, explique-t-elle.

Loyers en folie Les loyers grimpent à vue d'oeil à Montréal, mais aussi dans d'autres régions du Québec. La quête d'un logement s'avère décourageante pour de nombreux locataires — notamment pour les familles, les personnes seules et les moins fortunés.

Premier volet de notre enquête sur le logement, à lire en pages B 2 à B 5.

LE DEVOIR 1310 \$ C'est le loyer mensuel moyen des logements offerts à Montréal, tous quartiers et tous types de logements confondus.

4,2 % C'est l'augmentation du loyer moyen à Montréal entre 2019 et 2020.

Méthodologie Pour créer notre carte interactive sur le loyer médian dans les différents quartiers de Montréal, nous avons colligé 3008 annonces sur Kijiji qui ont été publiées entre le 1er janvier et le 17 mars 2021. Notre étude ne tient pas compte des annonces qui ont pu être publiées sur d'autres plateformes, comme Marketplace. Le découpage que nous avons utilisé pour les quartiers est celui qu'utilise la SCHL pour ses enquêtes.

[Retour à la table des matières](#)



Placer la population au cœur de la revitalisation

La Tribune – 2021-04-10 – p. 13

Par : René-Charles Quirion

<https://www.latribune.ca/actualites/placer-la-population-au-cur-de-la-revitalisation-du-quartier-alexandre-7c0fb8f27e3127efa5f042f3d6857da1>

laTribune SAMEDI 10 AVRIL 2021

ACTUALITÉS 13

QUARTIER ALEXANDRE

Placer la population au cœur de la revitalisation

RENÉ-CHARLES QUIRION
rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Des voix s'élèvent pour que le processus de revitalisation du quartier Alexandre s'accompagne de réels programmes sociaux, d'emploi et d'équité efficaces afin d'améliorer les conditions de vie des gens qui habitent déjà cet espace.

« Il est temps de mettre le citoyen à l'avant de tels projets de revitalisation et non pas seulement rencontrer les propriétaires », explique le porte-parole de l'Association contre la gentrification de Sherbrooke (AGS), Léo Boivin. Cette association, qui a vu le jour au cours des dernières semaines, vient tout juste de se joindre à l'Association des locataires de Sherbrooke.

L'AGS a mis en ligne une pétition

visant à ce que les aménagements urbains soient accompagnés de programmes sociaux concrets et que la population du quartier soit tenue en compte de façon directe dans la planification du nouveau commercial du quartier.

Une centaine de personnes l'ont signée jusqu'à maintenant. « Il faut arrêter de jouer au ping-pong avec les juridictions municipale, provinciale ou fédérale. La Ville de Sherbrooke peut servir de porte-voix afin de contribuer à l'amélioration des conditions sociales des personnes moins bien nanties », explique Léo Boivin.

L'AGS demande que le projet de revitalisation du quartier Alexandre fasse l'objet d'un moratoire tant qu'il n'a pas été approuvé par un vote de la population concernée.

« C'est vrai que la rue Alexandre a besoin d'amour. Cependant, il

faut trouver des solutions avant que le coût des logements dans ce quartier explose et que les gens qui y habitent ne puissent plus y rester parce qu'ils n'ont plus les moyens. Il faut trouver des solutions pour que cette revitalisation soit jumelée avec des mesures d'aide sociale », estime Léo Boivin.

L'association estime que de tels plans de revitalisation par des aménagements urbains favorisent l'embourgeoisement, qu'elle

affirme ne pas décrire de façon péjorative, mais comme un conflit social, soit le processus graduel de remplacement d'une population moins aisée par une population plus aisée financièrement.

Léo Boivin explique que la gentrification ne mène pas à l'amélioration des conditions de la population d'origine, mais plutôt à leur éviction et aux augmentations des inégalités socio-économiques et de l'intégration. L'AGS estime que la création

d'aménagements urbains invitatants et l'ouverture de commerces huppés « invitent une population aisée à s'installer dans le quartier, aux loyers à augmenter, aux évictions à s'intensifier et aux nouveaux développements immobiliers à s'initier ».

« Je suis convaincue que ce n'est pas l'objectif de Commerce Sherbrooke ou de la Ville que les personnes qui y habitent quittent le quartier parce qu'elles n'ont plus les moyens financiers d'y rester, mais ça demeure préoccupant. À de nombreux endroits où des aménagements ont été faits comme notamment dans Hochelaga à Montréal ou même sur Wellington Nord, les habitants de ces quartiers ont été repoussés plus loin. Nous ne voulons pas qu'un tel phénomène se produise dans le quartier Alexandre », signale Léo Boivin.



CARON

CHAUSSURES

MAINTENANT 3 BOUTIQUES

Pour le confort des pieds de toute la famille.

- peintures, formes et largeurs variées
- marques réputées et importations privées de qualité
- conseils d'experts

Avec vous, à chaque pas depuis 1936.

TROIS-RIVIÈRES DRUMMONDVILLE SHERBROOKE

caronchaussures.com

SHERBROOKE — Des voix s'élèvent pour que le processus de revitalisation du quartier Alexandre s'accompagne de réels programmes sociaux, d'emploi et d'équité efficaces afin d'améliorer les conditions de vie des gens qui habitent déjà cet espace.

« Il est temps de mettre le citoyen à l'avant de tels projets de revitalisation et non pas seulement rencontrer les propriétaires », explique le porte-parole de l'Association contre la gentrification de Sherbrooke (AGS), Léo Boivin.

Cette association, qui a vu le jour au cours des dernières semaines, vient tout juste de se joindre à l'Association des locataires de Sherbrooke.



L'AGS a mis en ligne une pétition visant à ce que les aménagements urbains soient accompagnés de programmes sociaux concrets et que la population du quartier soit tenue en compte de façon directe dans la planification du renouveau commercial du quartier.

Une centaine de personnes l'ont signée jusqu'à maintenant.

«Il faut arrêter de jouer au ping-pong avec les juridictions municipale, provinciale ou fédérale. La Ville de Sherbrooke peut servir de porte-voix afin de contribuer à l'amélioration des conditions sociales des personnes moins bien nanties», explique Léo Boivin.

L'AGS demande que le projet de revitalisation du quartier Alexandre fasse l'objet d'un moratoire tant qu'il n'aura pas été approuvé par un vote de la population concernée.

«C'est vrai que la rue Alexandre a besoin d'amour. Cependant, il faut trouver des solutions avant que le coût des logements dans ce quartier explose et que les gens qui y habitent ne puissent plus y rester parce qu'ils n'ont plus les moyens. Il faut trouver des solutions pour que cette revitalisation soit jumelée avec des mesures d'aide sociale», estime Léo Boivin.

L'association estime que de tels plans de revitalisation par des aménagements urbains favorisent l'embourgeoisement, qu'elle affirme ne pas décrire de façon péjorative, mais comme un conflit social, soit le processus graduel de remplacement d'une population moins aisée par une population plus aisée financièrement.

Léo Boivin explique que la gentrification ne mène pas à l'amélioration des conditions de la population d'origine, mais plutôt à leur éviction et aux augmentations des inégalités socio-économiques et de l'itinérance. L'AGS estime que la création d'aménagements urbains invitants et l'ouverture de commerces huppés «invitent une population aisée à s'installer dans le quartier, aux loyers à augmenter, aux évictions à s'intensifier et aux nouveaux développements immobiliers à s'initier». «Je suis convaincu que ce n'est pas l'objectif de Commerce Sherbrooke ou de la Ville que les personnes qui y habitent quittent le quartier parce qu'elles n'ont plus les moyens financiers d'y rester, mais ça demeure préoccupant. À de nombreux endroits où des aménagements ont été faits comme notamment dans Hochelaga à Montréal ou même sur Wellington Nord, les habitants de ces quartiers ont été repoussés plus loin. Nous ne voulons pas qu'un tel phénomène se produise dans le quartier Alexandre», signale Léo Boivin.

[Retour à la table des matières](#)



Refuges temporaires: fermeture redoutée de 930 lits pour sans-abri

Le Journal de Montréal – 2021-04-12

Le Journal de Québec – 2021-04-12

Par : Laurent Lavoie

<https://www.journaldemontreal.com/2021/04/12/fermeture-redoutee-de-930lits-pour-sans-abri>

<https://www.journaldequebec.com/2021/04/12/fermeture-redoutee-de-930lits-pour-sans-abri>

Des organismes d'aide aux itinérants craignent l'éventuelle fermeture des refuges temporaires, qui demeurent presque au maximum de leur capacité depuis leur création au fil de la pandémie.

«On va être en déficit de lits d'ici juillet, c'est certain», affirme Annie Savage, directrice du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM).

Pour l'heure, il y a plus de 1500 places d'hébergement d'urgence au total dans l'ensemble des refuges. Quelque 930 d'entre elles sont temporaires.

L'arrivée du beau temps préoccupe actuellement les membres du RAPSIM, qui ne savent pas si les sans-abri se tourneront vers des camps de fortune.

Le CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal cherche actuellement des solutions pour s'assurer que les itinérants aient de nouvelles options lorsque les refuges temporaires seront démantelés.

«On a déjà commencé à regarder avec les organismes communautaires qui étaient prêts à continuer des projets», mentionne Caroline Dusablon, directrice des services généraux et des partenariats urbains.

Rareté

Trois centres temporaires gérés par le Centre d'aide et de réinsertion (CARE) Montréal et le Carrefour d'alimentation et de partage (CAP) St-Barnabé ont été mis sur pied pour l'hiver. Ils sont toujours aussi recherchés.

Lundi en fin d'après-midi, une vingtaine de lits sur environ 300 étaient disponibles.

«Les itinérants ne disparaissent pas avec la COVID», dit Michel Monette, fondateur et directeur général du CARE. Il précise que la crise sanitaire «a coupé 50% des lits dans les grands refuges. Ça a amené énormément de gens dans les rues.»

L'ultime objectif pour les intervenants est d'aider ces personnes à se trouver un toit stable, souligne Samuel Watts, président-directeur général de Mission Bon Accueil. «La solution, ce n'est pas un refuge, ce n'est pas un hôtel», dit-il.

Recrudescence

Les infections de COVID-19 chez la population itinérante sont surveillées de près par les autorités sanitaires.



«Ça fait environ deux semaines qu'on voit une arrivée des variants parmi les cas», fait savoir la Dre Carole Morissette, médecin-conseil à la Direction régionale de santé publique de Montréal. «Ils nous préoccupent parce qu'ils sont plus transmissibles, mais aussi parce qu'ils peuvent causer une forme plus sévère de la maladie.»

Une tournée de différents milieux comme les centres d'hébergement a été faite au début de la campagne de vaccination pour inoculer les personnes vulnérables. Il est estimé que 44% des usagers de ces endroits, soit un peu plus de 1000 personnes en situation d'itinérance, ont reçu une dose.

[Retour à la table des matières](#)



Illustrer le besoin criant de logements abordables par le théâtre à Trois-Rivières

ICI Radio-Canada – 2021-04-12

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1784041/appartement-besoins-taux-inoccupation-trois-rivieres-proprietaires>

À Trois-Rivières, le taux d'inoccupation des logements est de 1,3 %, son niveau le plus bas en 15 ans, ce qui rend l'accès à des logements abordables très difficile. Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et l'organisme InfoLogis Mauricie ont présenté dimanche une pièce de théâtre pour illustrer la détresse que cette situation engendre.

On a choisi le théâtre, parce qu'on pensait que c'était une façon créative d'agir comme un porte-voix des ménages mal logés au Québec, dont à Trois-Rivières, qui malheureusement ne sont pas entendus en ce moment, a expliqué l'organisatrice communautaire au FRAPRU Front d'action populaire en réaménagement urbain, Céline Magontier.

La troupe de théâtre Temps Public s'est inspirée de témoignages de locataires pour écrire le scénario présenté à la Place Pierre-Boucher dimanche.

La coordonnatrice chez InfoLogis Mauricie Carol-Ann Côté reçoit régulièrement des appels de locataires découragés. Les familles nombreuses avec plusieurs enfants qui ne savent plus où aller au 1er juillet, on en a et on reçoit des cas comme ça toutes les semaines, explique-t-elle.

Selon InfoLogis Mauricie, la rareté profite aux propriétaires, ce qui ouvre notamment la porte à des hausses abusives de loyers et à des évictions.

Le propriétaire a la possibilité de choisir ses locataires. Ça laisse de la place à de la discrimination. Si vous avez des enfants, ça peut être discriminatoire, indique Carol-Ann Côté, la religion, l'ethnicité, tout ça entre en ligne de compte.

Illustrer le besoin criant de logements abordables à Trois-Rivières par le théâtre

Photo : Radio-Canada / Jean-François Fortier

À lire aussi : Logements rares en Mauricie-Centre-du-Québec La crise du logement se fait ressentir jusqu'en Montérégie Quelles solutions contre la pénurie de logements abordables? Dans son dernier budget, Québec a annoncé la construction de 500 logements sociaux à travers la province.

C'est insuffisant, selon le FRAPRU, qui estime qu'il manque plus de 800 unités à Trois-Rivières seulement.

Présentée à la Place Pierre-Boucher dimanche, la prestation organisée par le FRAPRU et InfoLogis Mauricie visait à illustrer les besoins criants des ménages locataires.

Photo : Radio-Canada / Jean-François Fortier

La Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ) croit pour sa part que la construction de logements sociaux n'est pas la meilleure solution.



Les logements sociaux coûtent plus cher à construire que les logements privés, mentionne le directeur des affaires publiques chez CORPIQ Corporation des propriétaires immobiliers du Québec, Hans Brouillette.

Il pense que le gouvernement devrait plutôt donner une aide financière directe aux locataires pour qu'ils puissent conserver leur logement au lieu de financer la construction de logements abordables qui peut prendre jusqu'à cinq ans.

En entrevue au Téléjournal Mauricie Centre-du-Québec dimanche, il a souligné que Trois-Rivières est l'une des communautés urbaines où les loyers sont les moins chers au Canada avec une moyenne d'environ 600 \$ par mois. Le faible taux d'inoccupation pourrait avoir un effet sur les prix des loyers.

Quand le taux d'inoccupation est très faible, ça incite les locataires à ne pas déménagement donc il y a moins de mouvement, [...] donc moins de gens qui se déplacent, moins de logements sur le marché et les logements qui seront reloués vont trouver preneurs facilement, donc il est possible que les propriétaires en profitent pour remettre le [prix du] loyer au niveau du marché, a-t-il expliqué.

Avec des informations de Jacob Côté et de Jean-Philippe Nadeau

[Retour à la table des matières](#)



Nouveaux logements à l'horizon

Le Plateau – 2021-04-14 – p. 2

Par : Martin Nolibé

Le Plateau journalmetro.com
Le mercredi 14 avril 2021

2

ACTUALITÉ

POLITIQUE

Investiture du Bloc québécois

Le Bloc québécois a annoncé l'investiture de Jean-Marc Morissette, député de la circonscription de Laurier-Sainte-Marie, lors des prochaines élections fédérales. La candidature de Morissette a été

officialisée pendant une investiture virtuelle, à laquelle le chef du Bloc québécois, Yves-François Blanchet, et plusieurs militants ont participé. La candidate s'est adressée aux citoyens pour leur partager les enjeux qui l'intéressent. «On souhaite le plus cher est que les besoins et aspirations des citoyens

de Laurier-Sainte-Marie en matière d'environnement, de lutte aux changements climatiques, de soutien des arts et de la culture, de logement social, de santé, de soutien aux aînés soient en fin entendus et considérés comme tels. Je devrais l'être», a-t-elle déclaré. DOMINIC GILDER

Nouveaux logements à l'horizon

Itinérance. La ville de Montréal a conclu deux ententes afin de construire 50 nouveaux logements à but non lucratif destinés aux personnes itinérantes. Deux conventions viennent d'être signées par le comité exécutif de la Ville avec les organismes Réseau Habitation Femmes et Mission Old Brewery.



JACQUES BOUASSA/MONTREAL

«L'initiative pour la création rapide de logements contribuera grandement à aider les personnes qui en ont le plus besoin en fournissant rapidement plus de 4.700 nouveaux logements abordables aux personnes et aux familles vulnérables. C'est l'un des moyens par lesquels la Stratégie nationale sur le logement de notre gouvernement continue à fournir des logements aux Canadiens d'un océan à l'autre, y compris ici à Montréal.»

Ahmed Hussein, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social et ministre responsable de la Société canadienne d'hygiène et de logement.

La ville de Montréal estime que la pandémie de la COVID-19 a entraîné une augmentation de la demande de logements abordables. Des besoins criants en matière de logement ont été exacerbés par la crise sanitaire.

Une douzaine de projets de logements, soit plus de 250 unités, sont en cours de planification. Ces projets pourront être réalisés grâce à une contribution financière de la part du gouvernement fédéral de 56,8 millions de dollars.

«La pandémie a exacerbé les inégalités déjà présentes, mais nous sommes convaincus que nous pourrions apporter une réponse forte et durable aux enjeux d'abordabilité et d'itinérance.»

Nous continuons de mettre les bouchées doubles pour nous assurer que toutes les Montréalaises et tous les Montréalais aient accès à un logement abordable, décant

UN EMPLOI EN SOL QUÉBÉCOIS

Le point de rencontre entre employeurs et personnes immigrantes

Nous aidons les personnes immigrantes à rencontrer des employeurs.

Inscrivez-vous gratuitement au : www.emploisolquebecois.ca

Avec la participation financière de :

Québec

fccq | Fédération des chambres de commerce du Québec

Le Plateau Montréal

101, boul. Marcel-Laurin, bureau 320
Saint-Laurent, H4N 2M3
514 286-1066

POUR NOUS JOINDRE

ANNONCES CLASSÉES
1-866-637-5236

VENUES
Directeur principal des ventes
Patrick Marsan
Chef d'équipe
Yvon Daigheault
ydaigheault@metromedia.ca
438-989-6265
Directeur de compte
Valérie Gilbert
vgilbert@metromedia.ca
514-402-6943

RÉDACTION
Directrice principale de l'information
Sylviane Lussier
Chef de contenu
Frédérique Charest
fcharest@metromedia.ca
Journaliste
Dominic Gilder
dgilder@metromedia.ca

IMPRESSION
Imprimeries Transcontinental
2005 s.e.n.c., division
Transcontinental Transmag
10 807, rue Mirabeau
Anjou, H1J 1T7

DISTRIBUTION
Publisac 1-888-899-2272
Dif unig 514 842-6809

25 176 exemplaires imprimés

Dépôt légal : Bibliothèque Nationale du Québec. Toute reproduction des annonces ou informations, en tout ou en partie, de façon quelconque, est interdite sans la permission écrite de l'éditeur. Le journal ne tient pas responsable des erreurs typographiques pouvant survenir dans les textes publiés mais il s'engage à reproduire uniquement le texte qui se trouve dans le journal. La responsabilité de la direction générale ne dépasse en aucun cas le montant de l'annonce. Les articles publiés dans le journal ne sont pas la responsabilité des auteurs et la direction générale ne partage pas nécessairement les opinions émises.

Itinérance. La ville de Montréal a conclu deux ententes afin de construire 50 nouveaux logements à but non lucratif destinés aux personnes itinérantes. Deux conventions viennent d'être signées par le comité exécutif de la Ville avec les organismes Réseau Habitation Femmes et Mission Old Brewery.

Par le projet de la Mission Old Brewery, 24 logements ainsi qu'un «espace communautaire verront le jour et des services d'accompagnement ou de soutien à des personnes en situation d'itinérance ou à risque de la devenir» verront le jour sur le Plateau-Mont-Royal, pour un investissement de 6,6 MS. Celui du Réseau Habitation Femmes compte près de 26 logements



qui seront érigés dans l'arrondissement de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension. Cet investissement sera de 10,9 M\$.

Ces projets initiés dans le cadre de l'initiative pour la création rapide de logements (ICRL) verront le jour rapidement selon le communiqué, soit d'ici un an. L'ICRL est financé en partie par le gouvernement Canadien via la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), mais aussi par le gouvernement du Québec.

Alors que le nombre de personnes en situation d'itinérance est en hausse ces dernières années (avec une estimation à 3149 en 2018), une nouvelle étude de la Ville de Montréal estime que leur nombre aurait doublé en 2 ans, notamment à cause de la pandémie de la COVID-19.

Des besoins criants en matière de logements exacerbé par la crise sanitaire auquel la Ville de Montréal espère bien apporter «une réponse forte et durable aux enjeux d'abordabilité et d'itinérance». «La pandémie a exacerbé des inégalités déjà présentes, mais souvent moins visibles. Nous continuerons de mettre les bouchées doubles pour nous assurer que toutes les Montréalaises et tous les Montréalais aient accès à un logement abordable, décent et sécuritaire», a déclaré Robert Beaudry, responsable de la gestion et planification immobilière, de l'habitation, des grands parcs et du parc Jean-Drapeau.

Une douzaine de projets de l'ICRL, soit plus de 250 unités de logements pourront être réalisés grâce à une contribution financière de la part du gouvernement canadien de 56,8 M\$. La Ville de Montréal entend accompagner les organismes tout au long du projet afin d'apporter un soutien technique, mais aussi de «s'assurer de la viabilité des projets et du maintien à long terme du caractère abordable des logements», «L'Initiative pour la création rapide de logements contribuera grandement à aider les personnes qui en ont le plus besoin en fournissant rapidement plus de 4,700 nouveaux logements abordables aux personnes et aux familles vulnérables. C'est l'un des moyens par lesquels la Stratégie nationale sur le logement de notre gouvernement continue à fournir des logements aux Canadiens d'un océan à l'autre, y compris ici à Montréal» Ahmed Hussen, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social et ministre responsable de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

[Retour à la table des matières](#)



Son service de navette est maintenu. Le véhicule se promène entre 19 h et 23 h dans les rues de l'Ouestde-l'Île, pour proposer un transport aux personnes itinérantes vers le milieu d'hébergement.

Le prolongement des activités a été permis grâce au support financier du programme fédéral Vers un Chez soi, et de l'organisme de lutte contre la pauvreté, Centraide du Grand-Montréal.

[Retour à la table des matières](#)



Six projets concertés se partagent une enveloppe de 240 000 \$

Le reflet du Lac – 2021-04-14 – p. 10

Par : Patrick Trudeau

Six projets concertés se partagent une enveloppe de 240 000 \$

PATRICK TRUDEAU
ptrudeau@lerefletdulac.com

SOUTIEN. En cette période où les bouleversements économiques et sociaux sont nombreux, des organismes communautaires de la région sont à pied d'œuvre pour créer des projets visant à soutenir les clientèles plus vulnérables.

Dans cette foulée, ce sont six projets concertés de la MRC de Memphrémagog qui se partagent une enveloppe budgétaire de 240 481 \$.

pour les deux dernières années financières du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2018-2023.

Du lot, on retrouve le projet Équipe Ressources Relais – Travail de milieu, qui se voit attribuer un soutien de 67 127 \$. Cette initiative vise à rejoindre les clientèles anglophones et à les inciter à utiliser les ressources communautaires disponibles. L'organisme Han-Droits agit comme promoteur du projet et aura comme mandat de le mener à terme.

Le Centre des femmes Memphrémagog touchera pour sa part une importante subvention de 61 826 \$ pour son projet Solidarité logement. Celui-ci consiste à offrir de l'hébergement temporaire aux personnes en situation de crise résidentielle et à risque d'itinérance sur le territoire de la MRC de Memphrémagog. De plus, l'accompagnement d'un intervenant sera offert aux participants tout au long de leur séjour transitoire.

Les autres organismes bénéficiaires d'un soutien financier sont la Villa Pierrot

(32 438 \$ pour le projet Espace-Ressource), Phelps Aide (31 027 \$ pour Deuxième chance), le Cépop (28 056 \$ pour le développement et l'intégration d'un volet santé mentale) et Les Grands Frères et Grandes Sœurs de l'Estrie (20 007 \$ pour Mentorat intergénérationnel).

Notons que c'est la Table de développement social Memphrémagog qui agissait à titre d'instance locale pour l'attribution des montants, en collaboration avec la MRC de Memphrémagog.

POUR RESTER À L'AFFÛT DE L'ACTUALITÉ EN TOUT TEMPS

SUIVEZ-NOUS

Le Reflet
du Lac



Une présentation de

RECONNAISSANCE



Un grand prix pour le Spa Eastman

Pour une troisième année consécutive, le Spa Eastman a été nommé récipiendaire du prix du meilleur Spa santé au Canada par le prestigieux site web Spas of America. Le Spa Eastman se démarque des 800 autres destinations, hôtels, spa santé et mieux-être. Il est reconnu comme le spa santé #1 au Canada dans la catégorie Top 50 Canada Spas of 2020. (Photo gracieuseté)

Albert
Brandt

COURTIER IMMOBILIER

Albert Brandt, courtier immobilier inc.

RE/MAX D'Abord inc. Agence immobilière

819 868-8000 • 819 822-2222



Page 49

CONSOMMATION



Pour encourager les « Produits Vraiment d'ici »

La MRC de Memphrémagog et Créateurs de Saveurs Cantons-de-l'Est s'unissent afin de mettre en valeur les produits agroalimentaires de la région de Memphrémagog, à l'aide de bannières installées sur les tablettes de boutiques de la région. Vous les reconnaîtrez en voyant les mentions « Produits Vraiment d'ici », « Épicurien et terroir » ou le logo de la certification « Créateurs de saveurs ».

On aperçoit ici Chantal Goyette, responsable de service à la clientèle à l'entreprise Ducs de Montrieux, Jacques Demers, préfet de la MRC de Memphrémagog, Etienne Fremont, directeur du Conseil de l'industrie bioalimentaire de l'Estrie, et Sandra Fontaine, copropriétaire de l'entreprise Ducs de Montrieux. Ceux-ci encouragent les consommateurs à privilégier les achats locaux dans leur panier de provisions. (Photo gracieuseté)

info@lerefletdulac.com

En cette période où les bouleversements économiques et sociaux sont nombreux, des organismes communautaires de la région sont à pied d'œuvre pour créer des projets visant à soutenir les clientèles plus vulnérables.

Dans cette foulée, ce sont six projets concertés de la MRC de Memphrémagog qui se partagent une enveloppe budgétaire de 240 481 \$, pour les deux dernières années financières du Plan d'action gouvernemental pour l'inclusion économique et la participation sociale 2018-2023.

Du lot, on retrouve le projet Équipe Ressources Relais-Travail de milieu, qui se voit attribuer un soutien de 67 127 \$. Cette initiative vise à rejoindre les clientèles anglophones et à les inciter à



utiliser les ressources communautaires disponibles. L'organisme Han-Droits agira comme promoteur du projet et aura comme mandat de le mener à terme.

Le Centre des femmes Memphrémagog touchera pour sa part une importante subvention de 61 826 \$ pour son projet Solidarité logement. Celui-ci consiste à offrir de l'hébergement temporaire aux personnes en situation de crise résidentielle et à risque d'itinérance sur le territoire de la MRC de Memphrémagog. De plus, l'accompagnement d'un intervenant sera offert aux participants tout au long de leur séjour transitoire.

Les autres organismes bénéficiaires d'un soutien financier sont la Villa Pierrot (32 438 \$ pour le projet Espace-Ressource), Phelps Aide (31 027 \$ pour Deuxième chance), le Cépop (28 056 \$ pour le développement et l'intégration d'un volet santé mentale) et Les Grands Frères et Grandes Soeurs de l'Estrie (20 007 \$ pour Mentorat intergénérationnel).

Notons que c'est la Table de développement social Memphrémagog qui agissait à titre d'instance locale pour l'attribution des montants, en collaboration avec la MRC de Memphrémagog.

[Retour à la table des matières](#)



Itinérance: le gouvernement veut «éviter les campements» de fortune

Métro – 2021-04-15

<https://journalmetro.com/actualites/montreal/2632066/campements-itinerance-gouvernement-legault-veut-les-eviter/?shared=email&msg=fail>

Par: François Carabin

Le gouvernement de François Legault veut à tout prix «éviter les campements» de fortune cet été, à Montréal. Un objectif irréaliste alors que les places en refuges menacent de manquer par centaines, rétorque un organisme.

Le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, Lionel Carmant, a affiché ses couleurs, au parlement mercredi. S'il le peut, le gouvernement de la Coalition avenir Québec fournira une place à toutes les personnes en situation d'itinérance au courant de la saison estivale. L'idée: éviter que les tentes s'amassent sur le territoire métropolitain.

À lire aussi: Itinérance: Montréal conclut deux ententes pour la construction de 50 logements Un projet pour aider des personnes itinérantes à se trouver un logement Itinérance: coup d'oeil sur le «wet shelter» de Montréal

«Certains ne voudront pas aller en refuge. Ça, on s'attend à ça. Donc, on est en discussion avec la ville de Montréal pour s'assurer d'une gestion optimale des tentes et éviter les campements», a signifié le ministre caquiste lorsque pressé de questions par la députée libérale Paule Robitaille, mercredi, au Salon bleu.

L'an dernier, les campements de fortune s'étaient multipliés à Montréal. L'un d'eux, aux abords de la rue Notre-Dame, avait dû être démantelé à l'automne. La sécurité des occupants était menacée, avait affirmé la Ville.

Depuis l'automne, Québec a mis en place un plan de «mesures hivernales» pour la population itinérante de Montréal. Environ 1600 lits sont disponibles à travers la ville, la plupart dans des refuges temporaires. Fin mars, le gouvernement Legault annonçait le prolongement des activités d'une part de ces ressources jusqu'en juin.

Or, rien ne dit ce qu'il adviendra de ces places après le 30 juin. Selon la directrice du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM), Annie Savage, le manque à gagner attendu cet été se chiffre à au moins 700 places.

«Ça pourrait être plus», indique-t-elle.

«Naïf»

Lionel Carmant affirme être en discussions pour que les mesures hivernales durent encore plus longtemps. «Je suis en constant contact avec mon homologue au fédéral pour m'assurer qu'on puisse prolonger les ressources jusqu'à mars l'an prochain», a-t-il laissé entendre en chambre, mercredi.

C'est ainsi, croit-il, et grâce aux investissements en logement, que Québec pourra ralentir l'apparition de tentes. Mais l'idée est «naïve», réplique Mme Savage.



«Non, on ne pourra pas limiter les campements à Montréal, surtout pas dans le contexte actuel. Nous, on est plutôt en discussion avec la Ville pour faciliter la vie des personnes qui font appel à un campement», observe-t-elle.

«Il y a des personnes, qui consomment des drogues par exemple, pour qui ce ne serait pas sécuritaire d'aller en refuge présentement.» - Annie Savage, directrice du RAPSIM

Du logement?

Selon Lionel Carmant, des places se libèrent dans le parc locatif, une occasion pour certaines personnes vulnérables de sortir de la rue. La libérale Paule Robitaille, porte-parole en matière de solidarité sociale, craint qu'il ne soit déjà trop tard.

«Le gouvernement de la CAQ n'a pas donné tous les outils aux intervenants pour faire pousser plus de logement social», a-t-elle martelé en entrevue avec Métro.

«Il y a beaucoup de vœux pieux du ministre. Qu'est-ce qu'il a fait différemment au cours de l'année pour éviter ce qu'on a vécu l'an dernier», a-t-elle ajouté.

Mercredi, la ministre de l'Habitation, Andrée Laforest, a confirmé que 6000 des 15 000 unités de logement social et abordable promises par la CAQ à son arrivée au pouvoir étaient sorties de terre, ou sur le point de l'être. Dans son budget de mars, Québec prévoyait par ailleurs la création de 500 nouveaux espaces locatifs.

[Retour à la table des matières](#)



Champs d'action à l'international



Le ras-le-bol des humanitaires alors que la famine menace le nord-est du Nigeria

VO Afrique – 2021-04-02

Par : Agence France Presse

<https://www.voaafrique.com/a/nord-est-du-nigeria-le-ras-le-bol-des-humanitaires-alors-que-la-famine-menace/5838118.html>

Alors que le risque de famine plane sur le nord-est du Nigeria, région dévastée par plus de dix ans de conflit jihadiste, le personnel humanitaire, local et international, dénonce les difficultés grandissantes auxquelles ils sont confrontés.

Malgré les déclarations officielles de l'armée et des autorités assurant que la situation s'améliore, de vastes pans du territoire autour du lac Tchad sont toujours contrôlés par Boko Haram ou le groupe Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Is wap), et l'ONU estime que plus d'un million de personnes sont totalement hors d'accès de l'organe d'Etat.

Les ONG ne sont autorisées à travailler que dans les zones contrôlées par le gouvernement nigérian, où 8,7 millions de personnes ont besoin d'assistance pour se nourrir, se loger et se soigner.

Mais même dans ces zones, les problèmes sécuritaires, les restrictions et le manque de confiance de l'armée rendent le travail des humanitaires particulièrement éprouvant, coûteux, et parfois impossible.

"On ne peut pas intervenir ici au maximum de nos capacités, tant que l'armée continue à perdre du territoire", déplore un humanitaire, sous couvert d'anonymat.

Cible des jihadistes

Le personnel humanitaire est devenu une cible ces dernières années pour les jihadistes d'ISWAP, qui multiplient les attaques contre "la Croix-Rouge" (qui semble être un terme générique utilisé pour tout personnel d'ONG) et plus récemment contre un "hub" de l'ONU, où les humanitaires vivent et travaillent, à Dikwa, à la frontière avec le Cameroun.

Des employés de plusieurs ONG, accusés d'évangéliser les populations et de leur inculquer des "valeurs occidentales", ont été kidnappés et leurs exécutions mises en scène dans des vidéos de propagande, forçant de plus en plus les ONG à se retirer des zones les plus reculées.

Et pourtant, la situation est extrêmement inquiétante. La "pire" même depuis cinq ans, selon l'ONU, période pendant laquelle plus de 7 millions de personnes étaient en insécurité alimentaire et certaines poches du lac Tchad touchées par la famine.

"Nous sommes à un tournant décisif dans la crise (mondiale) et particulièrement dangereux", estime Margot van der Velden, représentante du Programme alimentaire mondial (PAM) dans un communiqué sur l'urgence humanitaire au Nigeria, au Yemen et au Sud-Soudan, les pays les plus à risque.



"Le jour où l'on déclarera l'état de famine, cela voudra dire que de nombreuses vies seront déjà perdues", met-elle en garde. "Nous ne pouvons pas attendre ce moment pour agir, ce sera déjà trop tard".

Cauchemar logistique

Les autorités nigérianes participent à l'effort humanitaire en distribuant des rations de nourriture, notamment aux personnes déplacées disséminées dans tout le nord-est. Mais une large part est gérée par des dizaines d'ONG locales et internationales, sous gestion et coordination de l'ONU.

"La situation dans le nord-est du Nigeria est encore plus compliquée qu'en Syrie, où on peut au moins négocier ou communiquer avec certains groupes" rebelles, confie un travailleur humanitaire qui a longtemps travaillé au Moyen-Orient.

"Et en termes logistiques, on ne peut même pas accéder à ces groupes par la route", ajoute cette source.

Un quatrième coordinateur d'ONG dénonce également "le cauchemar" logistique pour juste "acheminer de l'argent ou de l'essence" à cause des restrictions de l'armée, dans les régions hors de la capitale du Borno, Maiduguri, où sont basées leurs bureaux régionaux.

"Dernièrement, il nous a fallu deux mois pour pouvoir livrer des vivres à Monguno", une grande ville de garnison, explique cette source sous couvert d'anonymat. "Cela veut dire que des enfants ne reçoivent pas de nourriture... Il y a de lourdes conséquences en jeu."

Etat souverain

"Je suis au courant de cette affaire de Monguno", rétorque Mairo Mandara, commissaire spéciale des Affaires humanitaires pour l'Etat du Borno. "Mais s'ils savent qu'il faut deux mois pour obtenir une autorisation de l'armée, pourquoi ils ne la demandent pas trois mois avant?", s'indigne-t-elle.

"Il faut respecter les gens avec qui vous travaillez... Ils pensent qu'ils sont à Mogadiscio. C'est un Etat souverain ici!", prévient-elle.

Le brigadier général Mohammed Yerima, porte-parole de l'armée, dément également toute entrave au travail des humanitaires, assurant au contraire leur "fournir la sécurité nécessaire pour opérer".

Le président Muhammadu Buhari, qui avait fait de l'éradication de Boko Haram sa promesse de campagne lors de sa première élection en 2015, essuie de nombreuses critiques face à l'enlisement de la crise sécuritaire dans le nord-est.

Il a nommé de nouveaux responsables militaires en janvier. La nouvelle a été reçue plutôt positivement à travers le pays, mais beaucoup de partenaires internationaux se demandent si ces nouvelles nominations auront quelconque effet.

"Grâce aux humanitaires, beaucoup de gens survivent", explique l'un d'eux. "Mais nous devons forcer Abuja à contribuer davantage à l'effort global."



[Retour à la table des matières](#)



Burkina Faso : Une coalition d'OSC en ordre de bataille pour la santé sexuelle et reproductive

Burkina 24 – 2021-04-02

Par : Deborah Benao

<https://www.burkina24.com/2021/04/02/burkina-faso-une-coalition-dosc-en-ordre-de-bataille-pour-la-sante-sexuelle-et-reproductive/>

La Communauté d'Action pour la Promotion de la Santé Sexuelle et Reproductive au Burkina Faso (CAPSSR-BF) a procédé au lancement officiel des activités de leur programme d'aide à la prévention et à la réduction des violences faites aux femmes et aux filles dénommée en langue mooré « Sên na n song n kogl la a boog pagbâ la kom-pugli wâ namsg la wêgb buud toor-toorâ ». Le lancement a eu lieu ce jeudi 1er avril 2021, à Ouagadougou.

En collaboration avec le ministère en charge de la solidarité nationale, la Communauté d'Action pour la Promotion de la Santé Sexuelle et Reproductive au Burkina Faso a mis en œuvre un programme afin de contribuer à l'effectivité des droits des femmes et des filles et de lutter contre les violences basées sur le genre dans trois communes de la région du Centre et dans deux autres communes de la région du Nord.

Il interviendra dans des zones spécifiques notamment à Ouahigouya, Yako, Tanghin Dassouri, Komsilga et Pabré. Les cibles spécifiques sont les femmes vivant avec un handicap ou non dont l'âge minimal est de 25 ans et les jeunes filles handicapées ou non n'excédant pas 25 ans. Les femmes en situation de déplacées internes sont également concernées.

Cette communauté qui entend éliminer les violences basées sur le genre, et ce, d'ici décembre à 2023, veut pôner « une société dans laquelle les femmes et les hommes jouissent équitablement de leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive », a indiqué Nonguierma Mariam/ Zoromé, la présidente du conseil d'administration de la CAPSSR-BF.

La réalisation du projet se fera avec l'appui technique du Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire et bien d'autres ministères.

A noter que la Communauté est une coalition qui regroupe plusieurs organisations de la société civile qui travaillent pour la promotion de la santé sexuelle et reproductive au Burkina Faso.

[Retour à la table des matières](#)



Arora Akanksha: "L'ONU a tellement de choses à cacher qu'elle a imposé une culture du silence"

L'Echo – 2021-04-10

Par : Rik Van Puymbroeck

<https://www.lecho.be/economie-politique/international/general/arora-akanksha-l-onu-a-tellement-de-choses-a-cacher-qu-elle-a-impose-une-culture-du-silence/10297310.html>

Elle a commencé sa carrière aux Nations unies avec beaucoup d'idéalisme. Mais au lieu de leadership, elle n'y a trouvé que de l'égoïsme. Aujourd'hui, Arora Akanksha défie le secrétaire général António Guterres en posant sa candidature pour lui succéder.

Il est rare qu'une interview puisse se faire aussi rapidement. Un peu de recherche sur LinkedIn, un message, une demande de contact et la réponse n'a pas tardé. "I would be happy to discuss my candidacy with you", a répondu Arora Akanksha (34 ans). Il était possible de l'organiser le lendemain. L'interview a finalement eu lieu cinq jours plus tard.

CV express

Arora Akanksha (34 ans) est née à Haryana, dans le nord de l'Inde. Elle a passé sa jeunesse en Arabie saoudite, où ses parents travaillaient comme médecins, et a ensuite été envoyée dans un internat en Inde.

Lorsqu'elle avait 18 ans, sa famille a émigré au Canada, où elle a obtenu un Bachelor en études administratives à l'université York de Toronto. Elle a ensuite obtenu un MBA à l'université Columbia à New York.

En 2016, après une carrière au Canada, elle a commencé à travailler pour les Nations unies, où elle était en charge de projets de réformes financières.

Le 17 février 2021, elle s'est portée candidate pour le poste de secrétaire générale de l'ONU.

Lorsqu'elle apparaît sur l'écran Zoom, on peut lire simplement Arora, mais lorsqu'elle était enfant, elle s'appelait Akanksha Arora, et bien entendu, son nom n'a pas changé. Mais lorsqu'elle était au pensionnat, raconte-t-elle, tout le monde l'appelait "Arora, Arora, Arora" et "Mon nom de famille est devenu mon prénom".

Le 17 février, Arora Akanksha a écrit une lettre à Volkan Bozkir, le président de l'Assemblée générale des Nations unies (ONU). Elle y expliquait qu'elle posait sa candidature pour participer, en octobre prochain, à l'élection du successeur d'António Guterres. C'est remarquable car Guterres est candidat à sa propre succession. Le choix du secrétaire général des Nations unies, la plus grande organisation politique au monde, n'est pas le résultat d'une campagne ou d'un programme électoral, mais d'un compromis politique entre les 193 membres. L'attribution d'un second mandat à Guterres semblait déjà un fait acquis.

Le ton d'Arora Akanksha est ferme: "I have taken the first step on this journey of change. I request that you take the next". Un peu plus haut dans sa lettre, elle cite Robert Kennedy. "History will judge you, and as the years pass, you will ultimately judge yourself."



Arora est née en Inde, le pays où ses grands-parents ont trouvé refuge après avoir quitté le Pakistan en 1947. Ses parents – tous deux médecins – ont déménagé en Arabie saoudite lorsqu'elle avait six ans. À neuf ans, elle a été envoyée en pensionnat en Inde, pour émigrer ensuite au Canada avec toute sa famille à ses 18 ans. Elle a fait ses études universitaires à York. Elle a travaillé à l'Université de Toronto, pour ensuite devenir consultante chez PwC.

"J'ai été contactée pour mon expertise, l'ONU souhaitait analyser comment dépenser son argent de manière intelligente". - ARORA AKANKSHA

Retour en décembre 2016. "Donald Trump venait d'être élu président des États-Unis, un homme dont tout le monde savait qu'il n'avait pas l'intention d'investir beaucoup d'argent dans l'ONU", explique-t-elle. "J'ai été contactée pour mon expertise, l'ONU souhaitait analyser comment dépenser son argent de manière intelligente."

Elle poursuit. "C'était la semaine avant Noël 2016. Je n'avais aucune idée de ce que c'était que de travailler pour le secrétaire général des Nations unies, mais j'étais ravie face à cette perspective. Les Nations unies avaient une image comparable à celle d'un château au sommet d'une colline, mais j'ai compris que c'était pour moi une énorme opportunité. J'ai donc déménagé à New York. Une semaine plus tard, le 2 janvier, António Guterres a pris ses fonctions de secrétaire général. Le protocole exigeait qu'il fasse un discours et je ne comptais pas y aller. Mais un collègue m'a dit: 'C'est une chance qui n'arrive qu'une fois dans une vie'. J'y suis donc allée."

"Ce matin-là, j'ai vécu une expérience que je n'avais jamais vue ailleurs. Ce n'était pas du leadership, mais de l'égoïsme."

"Le speech devait commencer à 9h15, mais je suis canadienne et j'étais donc là à 9 heures. Au premier rang. Vue parfaite, ai-je pensé. Jusqu'à ce que Guterres entre, et avec lui une série de top managers. Et qu'ont-ils fait? Ils se sont tous mis debout devant moi. Je n'ai pas de mots pour décrire à quel point j'étais surprise. Le message que j'ai reçu était que nous, les membres du personnel, étions totalement insignifiants. Je ne me souviens pas d'un seul mot du discours du secrétaire général. Ce fut mon premier choc aux Nations unies. Une semaine après mon arrivée."

Un choc, dit-elle, parce qu'elle avait travaillé auparavant comme auditrice pour le gouvernement canadien, des hôpitaux, de grandes entreprises, des banques et des groupes de médias. Des entreprises, poursuit-elle, faisant preuve de respect pour leur prochain. "Ce matin-là, j'ai vécu une expérience que je n'avais jamais vue ailleurs. Ce n'était pas du leadership, mais de l'égoïsme. Mais lorsque je l'ai raconté à mes collègues, ils ont haussé les épaules. So what?"

Un premier choc donc, et la prise de conscience que la culture "d'entreprise" des Nations unies est encore comparable à celle d'entreprises des années 1960 et dont le secteur privé s'est débarrassé. "Dans le secteur privé, il ne suffit plus de gagner de l'argent. Les lecteurs de L'Echo seront d'accord avec moi. La durabilité compte également. Ainsi que la façon dont vous traitez vos collaborateurs. Mais aux Nations unies, c'est encore l'ancienne pyramide qui a cours. Tout au sommet, on trouve l'élite des pays membres, juste en dessous les cadres, ensuite les travailleurs et tout en bas les personnes pour qui l'organisation devrait travailler."

Vous étiez une de ces collaboratrices...



Arora Akanksha: "Après six semaines, au moment de quitter le bureau dans la soirée, j'ai été renversée par un taxi au coin de la 42e Rue et de la 1re Avenue. Je me suis retrouvée aux urgences, où j'ai passé huit heures. Mon genou était fracturé, je saignais beaucoup, j'étais couverte de bleus et j'avais un œil au beurre noir. Mais je n'avais pas mal. J'ai pu réfléchir pendant tout ce temps et je me suis dit: imagine que tu sois morte aujourd'hui, qui aurait appelé tes parents et ton frère?"

"Je ne veux pas gaspiller ma vie."

"J'ai surtout compris que la mort n'était pas une chose abstraite, mais faisait partie de la vie. Je me suis donc demandé ce que j'avais fait de ma vie jusque-là et quelle histoire on pourrait raconter sur le moment qui sépare ma naissance de mon décès. C'était important. J'ai prié, comme je le fais toujours, et j'ai pensé: faites en sorte que je puisse à nouveau marcher et courir. Si c'est le cas, je ferai la différence dans le monde. Je ne veux pas gaspiller ma vie."

Nous étions en février 2017, et quatre ans plus tard, Arora Akanksha a donc repris dans sa lettre de candidature à Volkan Bozkir les paroles de Robert Kennedy. Parce que, après sa revalidation, elle a recommencé à travailler d'arrache-pied à l'ONU. Elle a écouté, rédigé des rapports, des discours, des recommandations. Parce qu'elle espérait faire bouger les choses et qu'elle se heurtait à des murs. Elle utilise une nouvelle fois le mot "choc".

"J'ai pu me rendre en Ouganda pour une mission. Le quartier général de l'ONU est situé à Entebbe, mais un dimanche, je me trouvais à Kampala à une station-service. J'ai vu une petite fille en guenilles assise par terre qui mangeait de la boue. Personne ne la regardait. Nous pouvions accéder aux plus beaux fruits frais, mais elle mangeait de la boue. Lorsque j'ai demandé aux personnes présentes qui elle était et si elle venait souvent, personne n'a pu me répondre. J'ai donné à la fillette ce que j'avais sur moi, mais je n'ai jamais pu oublier cette image. Jusqu'à aujourd'hui, je la vois toujours devant moi. Lorsque je suis retournée à New York, j'ai raconté cette histoire à un officiel de haut rang. Savez-vous ce qu'il m'a répondu? 'La boue est bonne pour les enfants. Elle contient du fer'."

"L'an dernier, pendant le mouvement Black Lives Matter, tous les collaborateurs ont reçu un e-mail: 'Vous êtes priés de ne pas participer'."

"Cela se passait pendant l'été 2017, cela faisait six mois que je travaillais pour l'ONU et je connaissais donc déjà suffisamment la psychologie des leaders. Le discours est parfait, mais cela ne va pas plus loin. J'ai participé à la rédaction de rapports sur des réformes: pouvons-nous améliorer les processus? Pouvons-nous envoyer plus souvent des délégations? Pouvons-nous essayer d'être plus efficaces? Mais rien ne bouge."

"Une personne que j'ai rencontrée plus tard à l'université Columbia a raconté qu'elle avait développé une app qui traduit tout instantanément. Lorsque vous allez en mission au Yémen, vous n'avez donc plus besoin d'interprètes. Il avait écrit aux Nations unies pour présenter son app, mais n'a jamais reçu de réponse. Nous préférons donc payer des traducteurs. L'an dernier, pendant le mouvement Black Lives Matter, tous les collaborateurs ont reçu un e-mail: 'Vous êtes priés de ne pas participer'. Cela vient donc d'une organisation humanitaire, mais je doute même qu'ils soient un minimum humains envers leurs propres collaborateurs."



"De nombreuses personnes ont deux options: soit elles pensent à leur emploi et acceptent la situation, soit elles partent. J'ai pensé: je choisis une troisième option, je veux changer le système."

"Je peux comparer ma relation avec l'ONU avec une histoire d'amour. Vous pouvez être déçu, mais continuer à aimer quelqu'un. Je continue à croire aux Nations unies. De nombreuses personnes ont deux options: soit elles pensent à leur emploi et acceptent la situation, soit elles partent. J'ai pensé: je choisis une troisième option, je veux changer le système."

Vous avez écrit un jour: il est temps que l'ONU cesse de servir les politiciens et commence à servir les gens.

Arora: "Cet e-mail à propos de Black Lives Matter a ensuite été corrigé. Mais ils ont tout de même commencé par envoyer ce message. 'Restez neutres, ne prenez pas parti.' Sorry? Ce n'est absolument pas neutre à propos de #BLM. Le silence est le vrai problème. La mort de George Floyd était totalement injustifiée et tout le monde a le droit de donner son avis. Mais pas les collaborateurs des Nations unies".

Est-ce la raison pour laquelle vous avez pris une pause en tant que collaboratrice, pour poser votre candidature et avoir la possibilité de parler ouvertement?

Arora: "L'ONU a tellement de choses à cacher qu'elle a imposé une culture du silence. Parmi les 44.000 collaborateurs, nombreux sont ceux qui ont peur de perdre de leur travail. Alors ils se taisent. C'est pourquoi je souhaite saisir ce moment historique pour avoir cette discussion. Pourquoi l'ONU a-t-elle été créée? Bien entendu, elle a déjà réalisé des choses, mais elle perdu la confiance des citoyens et sa crédibilité".

"Parmi les 44.000 collaborateurs, nombreux sont ceux qui ont peur de perdre de leur travail. Alors ils se taisent."

"En Belgique, vous avez la chance de ne pas dépendre des Nations unies. L'an dernier, lorsque le confinement a été annoncé, tout le monde s'est montré combatif en Occident. Nous sommes dans le même bateau et nous nous battons pour nous en sortir. Mais fermez les yeux trois secondes et essayez d'imaginer la vie d'un réfugié syrien. Cela fait déjà dix ans qu'il est enfermé sans aucune perspective. C'est pour cela que je veux agir. Pour donner une voix à toutes ces personnes oubliées. Il y a en réalité deux ONU. Il y a celle qui décide et celle qui met en œuvre.

Les deux ont échoué."

Que voulez-vous dire?

Arora: "Avec un budget de 56 milliards de dollars, nous avons les moyens de faire beaucoup de choses. Mais pour chaque dollar, seuls 29 cents vont aux objectifs de l'organisation. Elle a la bonne politique et sait ce qu'elle doit faire. Mais elle ne le fait pas. Le problème, c'est que cela fait 75 ans que nous avons les mêmes profils à la tête des Nations unies. Ont-ils déjà accompli quelque chose? Certainement. Mais pas assez. S'attendre à quelque chose de la part des leaders actuels, c'est comme croire à la magie. Pour moi, ce qui est prioritaire, ce sont la crise des réfugiés, l'aide humanitaire, le développement et la technologie".



"S'attendre à quelque chose de la part des leaders actuels, c'est comme croire à la magie."

Au cours de cet entretien, nous buvons un peu d'eau, mais Arora ne boit rien. De l'autre côté de la ligne vidéo, nous avons l'image d'une personne dont l'enthousiasme ne fait pas de pause. Elle raconte comment sa candidature est marginalisée pour trois raisons: parce qu'elle est une femme, parce qu'elle est jeune et parce que la hiérarchie ne suit pas.

À propos de la première raison: "C'est de la pure hypocrisie. On ne cesse de parler des femmes, d'empowerment et d'inclusion, mais ce ne sont que des mots".

Sur la seconde: "Notre génération n'est pas représentée à la direction de l'ONU. Peut-être ont-ils envie que nous soyons le clone de leur génération. Mais ce n'est pas le cas. Nous sommes différents parce que nous sommes nés à une autre époque. Regardez ce que nous, les millennials, avons inventé: Airbnb, Uber, Facebook. La génération qui nous précède profite également de ces inventions. Et nous ne pourrions pas avoir notre mot à dire? Alors que ce sont précisément des exemples de la façon dont notre génération prône la collaboration et montre que cela fonctionne".

"Il ne s'agit pas d'être d'accord avec moi, mais d'exprimer votre opinion."

Au sujet de la hiérarchie, elle dit: "Si vous êtes un employé, on vous méprise. Mais pourquoi? C'est pourtant la mission du secrétaire général, comme c'est décrit dans la Charte des Nations unies, de nommer les bonnes personnes en tant que Chief Administrative Officer. Si vous devez être opéré, vous voulez l'être par le chirurgien le plus compétent et pas par celui qui, pour une raison ou une autre, a l'air le plus beau?"

Vous venez d'évoquer la culture du silence qui règne à l'ONU. Pensez-vous que votre candidature est soutenue par de nombreuses personnes de votre génération?

"Je travaille pour l'instant à une lettre ouverte que je compte publier sur Twitter. Elle devrait créer un 'safe space' pour ceux qui souhaitent s'exprimer à propos de ce qui ne se passe pas bien aux Nations unies. Vous pourriez l'appeler le '#metoo moment'. C'est aussi pour cette raison que je pose ma candidature. Il ne s'agit pas d'être d'accord avec moi, mais d'exprimer votre opinion. C'est pourquoi mon nom mérite sa place sur les bulletins de vote en octobre. Pour permettre aux gens de voter pour une femme, pour l'égalité, pour un processus honnête". L'ONU est connue comme étant un énorme tanker, avec les membres permanents du Conseil de sécurité. Un secrétaire général est-il à même d'influencer le cours des choses et de s'opposer à la politique des présidents des États-Unis et de la Russie?

"C'est une bonne question, mais lorsqu'il s'agit de prendre des décisions en matière de développement, de climat et de commerce, ces superpuissances pensent de toute façon en termes d'intérêts géopolitiques personnels. Le secrétaire général doit leur offrir une plate-forme et fournir des données sur lesquelles ils peuvent se baser pour prendre des décisions. Eh bien, je peux tout aussi bien le faire que le secrétaire général actuel".

"Les politiciens se plaignent sans arrêt du manque d'intérêt des jeunes pour la politique. C'est donc le moment ou jamais."

"Si nous parlons de paix et de sécurité, je constate que depuis la Seconde Guerre mondiale, très peu de conflits sont apparus entre deux pays pour des questions de souveraineté. Il s'agit



de guerres civiles. Prenez Myanmar. Qu'est-ce que l'ONU peut faire? Jouer le rôle de médiateur et sanctionner. Dans ce domaine-là également, je pense que ma génération est mieux placée (elle rit). Par ailleurs, si vous partez du point de vue que la Russie n'écoute pas le secrétaire général, quelle est la différence entre Guterres et moi-même? Donnez-nous notre chance. Les politiciens se plaignent sans arrêt du manque d'intérêt des jeunes pour la politique. C'est donc le moment ou jamais."

D'où vous vient cette passion et cette foi dans le bien?

Arora: "Mes parents étaient médecins et en Inde nous vivions loin de mes grands-parents. Ils avaient donc une baby-sitter qui les aidait aussi pour les travaux ménagers. La façon dont mes parents la traitaient était un bel exemple d'équité. Je l'appelais Bibi, ce qui signifie "sœur". Elle vivait avec nous, comme un membre de la famille, et mon père insistait toujours là-dessus".

"Qui que nous soyons, quoi que nous fassions et quoi que nous ayons accompli: nous sommes tous égaux. Cette idée est à la base de tout ce que j'entreprends."

"Qui que nous soyons, quoi que nous fassions et quoi que nous ayons accompli: nous sommes tous égaux. Cette idée est à la base de tout ce que j'entreprends. C'est donc un point important de ma candidature: j'ai le droit de me porter candidate. Mon courage vient de mes grands-parents. Ils étaient pauvres, ils n'avaient rien, mais ma grand-mère faisait du thé et mon grand-père le vendait. Ils ont construit leur vie ainsi. Mes deux grands-mères, toutes deux nées dans les années 1930 – à une époque où les droits des femmes n'étaient pas évidents en Inde – étaient les 'Queens of the palace'. Elles géraient le budget familial, indiquaient à mes grands-pères ce qu'ils devaient faire et répartissaient l'argent de poche."

"L'an dernier, en pleine crise du coronavirus, mes parents ont encore montré l'exemple. Ils sont tous deux des travailleurs de la première ligne. À plus de 60 ans. Chaque fois que j'étais en contact avec eux et que je les voyais éternuer, mon cœur s'arrêtait. J'avais presque envie qu'ils prennent congé pour ne pas prendre de risques. Mais il n'en était pas question: leur job consiste à aider les gens."

Il n'est pas courant pour une personne de 34 ans de citer Robert Kennedy. Dans d'autres interviews, vous avez cité Michelle Obama et le leader indien Gandhi comme sources d'inspiration. Quel est le fil rouge entre ces personnes?

Arora: "Je pense que c'est l'authenticité. Ils sont tous les trois très différents. Gandhi défendait la non-violence. Michelle Obama se bat pour les droits des femmes et la problématique raciale. Kennedy, pour l'espoir qu'il n'avait pas perdu après l'assassinat de son frère. Il a réussi à transmettre de l'énergie autour de lui et à montrer qu'il y avait de la lumière au bout du tunnel. Il avait raison quand il disait que l'histoire jugerait et que vous vous jugeriez vous-même. Notre temps sur terre est limité, j'espère que la génération qui nous précède nous donnera une chance".

"Je place beaucoup d'espoir dans des personnes comme Emmanuel Macron, Jacinda Ardern et Justin Trudeau."

Voyez-vous des exemples à suivre dans la génération politique actuellement au pouvoir?



Arora: "Je place beaucoup d'espoir dans des personnes comme Emmanuel Macron, Jacinda Ardern et Justin Trudeau. Ils ont réussi à faire passer un message qui rallie les gens à leur cause. Il est important qu'il y ait encore des gens qui prennent des risques".

Vous venez de parler de magie et du fait que vous n'y croyiez pas. C'est remarquable pour quelqu'un qui adore Harry Potter.

Arora: (elle éclate de rire) "Croyez-moi, les livres de Harry Potter sont sur ma table de chevet. Je suis en train de relire le deuxième tome. Je suis née en 1986 et le premier livre a été publié en 1997, lorsque j'avais 11 ans. Ce qui est dingue, c'est que je suis née le même jour que Harry: le 31 juillet. Idem pour J. K. Rowling." (l'auteure, NDLR)

"Je voulais devenir médecin comme mes parents et mon frère."

"À 11 ans, vous ne savez pas ce que la vie vous réserve et je cherchais un signe. Cette découverte de la date d'anniversaire de Harry a été ce signal. Je voulais faire quelque chose de ma vie. Cela m'a façonnée et ces livres me suivent partout où je vais. J'ai un jour demandé à mon frère, qui me les lisait: 'Sais-tu quand Harry est né?' Il a répondu qu'il ne retenait pas ce genre de détail sans importance. Excusez-moi, sans importance? Le 31 juillet est une date importante dans l'histoire!"

J'ai fait quelques recherches. L'économiste Milton Friedman et l'écrivain Primo Levi sont aussi tous deux nés un 31 juillet.

Arora: "Je ne le savais pas, mais regardez. (Elle disparaît de l'écran et revient après quelques secondes avec deux livres). J'ai ici deux livres de Friedman. 'Tyranny of the Status Quo' et 'Free to Choose'. Ce n'est pas pour cela que vous devez me décrire comme une fan de ses théories, car ce n'est pas le cas. Il n'était pas un grand défenseur des pouvoirs publics et voulait même éliminer leur rôle. Je ne suis pas d'accord avec lui. Mais j'aime lire ses livres parce qu'on ne peut nier qu'il a apporté une contribution importante au progrès économique".

Voulez-vous déjà devenir économiste lorsque vous étiez enfant?

Arora: "Absolument pas. Je voulais devenir médecin comme mes parents et mon frère. Il y a une explication au fait que je n'ai pas choisi de faire des études de médecine. Ma mère est gynécologue-obstétricienne. Lorsque j'avais 19 ans, elle travaillait dans un hôpital au Moyen-Orient et je passais l'été là-bas. Elle était de garde un soir et elle m'a proposé de l'accompagner. Un accouchement était attendu. Je suis allée avec elle à l'hôpital et j'ai trouvé cela fantastique. Très émotionnel. Mais l'enfant était mort-né. L'énorme douleur de la mère m'a bloquée. J'ai alors compris que je ne pouvais pas faire ce travail. Tout se passe bien dans 95% des cas, mais pas dans 5% des accouchements. C'est un travail qui donne la vie, mais aussi la mort. Je ne peux pas le supporter".

"En tant que Canadienne, j'ai en tout cas demandé à mon pays de me nommer. J'attends patiemment sa réponse."

Nous discutons depuis une heure et demie. Sur le site internet de Unow, le mouvement de sa candidature, avec le jeu de mots "You know", vous pouvez cliquer et demander aux dirigeants de votre pays de voter pour Arora Akanksha en octobre. Tout est traduit, y compris en français. Nous posons notre dernière question.



L'élection du secrétaire général est un long processus. Mais avant d'en arriver là, un des 193 pays doit présenter officiellement votre candidature au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale. Avez-vous aujourd'hui le soutien d'un pays?

Arora: "Je ne le sais pas encore. En tant que Canadienne, j'ai en tout cas demandé à mon pays de me nommer. J'attends patiemment sa réponse".

[Retour à la table des matières](#)



L'insécurité alimentaire au Sahel devrait augmenter durant l'été

RFI – 2021-04-12

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210412-l-insécurité-alimentaire-au-sahel-devrait-augmenter-durant-l-été>

L'insécurité alimentaire atteint un nouveau pic, a relevé le Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) du Sahel. C'est un constat une nouvelle fois inquiétant pour la région.

Lors d'une réunion virtuelle qui s'est terminée vendredi 9 avril, le RPCA fait le point sur la situation de sécurité alimentaire dans la région du Sahel et se penche sur les prévisions pour la période « soudure » de l'été.

19,6 millions de personnes actuellement au Sahel et en Afrique de l'Ouest ne mangent pas à leur faim, selon les experts de la région, qui prévoient une aggravation de cette crise alimentaire entre deux récoltes dans les prochains mois.

Les analystes du Réseau de prévention des crises alimentaires s'attendent à ce que 27 millions de personnes se retrouvent en besoin d'assistance immédiate, soit plus de 9 % de la population des 14 pays concernés et la pandémie de Covid-19 a aggravé la situation.

Insécurité et instabilité

Ces crises récurrentes résultent de plusieurs facteurs, avec l'insécurité, l'instabilité et les conflits, comme première cause. Mais il y a d'autres défis dans la région, comme les problèmes fonciers, les conflits entre éleveurs et agriculteurs provoqués par la transhumance ou encore le changement climatique.

Devant la dégradation de la sécurité alimentaire au fil des années, certains responsables appellent à voir plus loin que la réponse immédiate apportée aux populations sous forme d'aide humanitaire, qui devrait être « une solution de dernier recours ».

[Retour à la table des matières](#)



Instabilité, pauvreté, séismes : cinq choses à savoir sur Haïti

Le Télégramme – 2021-04-12

Par : Agence France-Presse

<https://www.letelegramme.fr/dossiers/un-missionnaire-breton-parmi-les-religieux-enlevés-en-haiti/instabilite-pauvrete-seismes-cinq-choses-a-savoir-sur-haiti-12-04-2021-12733986.php>

Haïti, où sept religieux catholiques - dont un Breton - ont été enlevés dimanche, est un pays très pauvre confronté à une instabilité chronique, très exposé aux catastrophes naturelles.

Un violent séisme avait ravagé Haïti en 2010, faisant plus de 200 000 morts.
Un violent séisme avait ravagé Haïti en 2010, faisant plus de 200 000 morts. (Archives Didier Dénier)
Ile partagée

Haïti occupe un tiers de l'île caribéenne d'Hispaniola, entre Cuba et Porto Rico, qu'elle partage avec la République dominicaine.

Sa population s'élève à 11,2 millions d'habitants (Banque mondiale).

Sous domination espagnole jusqu'en 1697, puis française, Haïti est devenue la première république noire indépendante en 1804 après une révolte des esclaves menée par Toussaint Louverture.

Depuis l'indépendance, Haïti a connu une succession de dictatures, entrecoupées de quelques alternances démocratiques et d'occupations étrangères.

De 1957 à 1986, François Duvalier (dit « Papa doc »), puis son fils Jean-Claude (« Baby doc »), soumettent la population à un contrôle total sous la coupe d'escadrons de la mort, les « tontons macoutes ». Chassé par une révolte populaire en 1986, « Baby doc » s'exile en France pendant 25 ans, avant de revenir à Haïti, où il mourra en 2014.

En 1990, le prêtre Jean-Bertrand Aristide est élu à la première élection libre. Renversé par un coup d'État en 1991, il s'exile, puis regagne Haïti en 1994 après une intervention américaine. Un de ses proches, René Préval, prend la présidence en 1996.

Jean-Bertrand Aristide redevient président en 2001. Sous pression américaine, française et canadienne, d'une insurrection armée et d'une révolte populaire, il démissionne en 2004 et s'exile. René Préval, revenu au pouvoir en 2006, est le seul dirigeant haïtien à avoir achevé ses deux mandats autorisés par la Constitution.

Jovenel Moïse, président contesté

L'actuel président Jovenel Moïse, investi en 2017 après une longue crise électorale, concentre rapidement la colère populaire, alimentée notamment par une hausse des prix puis une pénurie de carburants. En 2019, la Cour supérieure des comptes l'accuse d'avoir été au cœur d'un « stratagème de détournement de fonds » avant sa prise de fonction.

Sans parlement fonctionnel depuis un an, le président gouverne par décrets.



La justice estime que son mandat s'est achevé le 7 février. M. Moïse affirme qu'il lui reste un an, car il avait été élu lors d'un scrutin annulé pour fraudes, puis réélu un an plus tard.

Le chef de l'État a décidé d'organiser en juin un référendum constitutionnel controversé.

La population dénonce par ailleurs une intensification de la violence des gangs, marquée ces derniers mois par une recrudescence des enlèvements contre rançon.

Un des pays les plus pauvres

Plus de 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté selon la Banque mondiale (BM).

Le pays est classé 170e sur 189 pour son indice de développement humain.

Un tiers des habitants a besoin d'une aide humanitaire d'urgence, et un million sont en situation d'insécurité alimentaire sévère, selon le Programme alimentaire mondial.

L'effondrement de l'économie est évité grâce aux envois d'argent des Haïtiens de l'étranger (principalement États-Unis, Chili et Canada), qui représentaient en 2019 plus d'un tiers du PIB. Mais la diaspora est elle-même affectée par les conséquences économiques de la covid-19.

Séismes et ouragans

Haïti est très vulnérable face aux catastrophes naturelles, auxquelles est exposée 96 % de sa population (BM).

Le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7 dévaste la capitale Port-au-Prince et sa région, faisant plus de 200 000 morts, plus de 300 000 blessés ainsi que 1,5 million de sans-abris.

Une grande partie des milliards d'aide internationale promis n'arrive jamais et les efforts du pays pour se relever sont ralentis par l'instabilité politique.

En 2018, un scandale éclate concernant des abus sexuels commis par certains employés de l'ONG britannique Oxfam après ce séisme.

En outre, plus de 10 000 Haïtiens sont morts du choléra, introduit dans le pays en 2010 par des Casques bleus népalais.

En 2016, Haïti est ravagé par l'ouragan Matthew (plus de 500 morts, près de 2 milliards de dollars de dégâts).

[Retour à la table des matières](#)



ONU: appels à des sanctions contre les auteurs de violences sexuelles dans les conflits

Mediapart – 2021-04-14

La Presse – 2021-04-14

Par : Agence France-Presse

<https://www.mediapart.fr/journal/fil-dactualites/140421/onu-appels-des-sanctions-contre-les-auteurs-de-violences-sexuelles-dans-les-conflits>

<https://www.lapresse.ca/international/2021-04-14/conseil-de-securite-de-l-onu/appels-a-sanctionner-les-voleurs-dans-les-conflits-militaires.php>

Paris - Des personnalités, l'ONU et plusieurs pays ont appelé mercredi le Conseil de sécurité à sanctionner davantage les auteurs de violences sexuelles dans les conflits, qui se sont multipliées depuis un an notamment en Ethiopie, en Libye, en République démocratique du Congo et au Darfour.

Des personnalités, l'ONU et plusieurs pays ont appelé mercredi le Conseil de sécurité à sanctionner davantage les auteurs de violences sexuelles dans les conflits, qui se sont multipliées depuis un an notamment en Ethiopie, en Libye, en République démocratique du Congo et au Darfour.

« Le climat d'impunité reste la règle et non l'exception », a déploré, lors d'une session annuelle du Conseil sur le fléau des violences sexuelles lors des conflits, le gynécologue congolais Denis Mukwege. « Tant que ces crimes odieux ne seront pas poursuivis et sanctionnés, ils se poursuivront », a estimé le prix Nobel de la Paix 2018, en réclamant au Conseil de sécurité l'établissement d'« une ligne rouge ».

Rappelant que le dernier rapport onusien sur ce sujet recensait 52 personnes ou entités soupçonnées de violences sexuelles, Pramila Patten, émissaire du secrétaire général, a souligné que « plus de 70% d'entre elles figurent sur la liste noire de l'ONU depuis cinq ans ou plus sans avoir pris de mesures correctives ».

« Il est essentiel d'assurer une plus grande cohérence entre les inscriptions sur la liste et l'imposition de mesures ciblées et progressives par les comités des sanctions » de l'ONU chargés des différents conflits, a réclamé la responsable onusienne.

« Si elles sont appliquées de manière opportune et cohérente, les sanctions peuvent changer le calcul des auteurs, qui partent du principe que le viol est "gratuit" -- voire rentable -- dans les guerres où les femmes font l'objet de trafics, sont échangées et vendues », a fait valoir Pramila Patten.

- « Viol gratuit »

Si plusieurs membres du Conseil de sécurité se sont élevés lors de la visioconférence du Conseil contre le recours aux violences sexuelles comme « arme de guerre », seuls quelques-uns ont soutenu l'idée d'imposer davantage de sanctions internationales aux auteurs de violences sexuelles.



Parmi eux, l'Irlande, membre non-permanent du Conseil, a jugé qu'il s'agissait d'un « outil sous-utilisé pour dissuader et punir la violence sexuelle dans les conflits » . « Ce Conseil a les moyens d'agir » et « nous devons examiner notre utilisation des sanctions ciblées -- en particulier les critères de désignation des violences sexuelles liées à un conflit et la liste des personnes sanctionnées » , a déclaré l'ambassadrice irlandaise à l'ONU, Geraldine Byrne Nason.

« La mise sous sanctions des auteurs de violences sexuelles est nécessaire et le Conseil de sécurité doit faire davantage en ce sens » , a aussi dit son homologue français, Nicolas de Rivière.

Directrice de l'association South Sudan Women with Disabilities Network (SSWD), qui défend les droits des femmes du Soudan du Sud souffrant d'un handicap, Caroline Atim, mal-entendante, a été la première intervenante de l'histoire de l'ONU à s'exprimer en langage des signes devant le Conseil de sécurité, s'est félicitée l'ONG Human Rights Watch.

Lors de son intervention, Caroline Atim a réclamé de « mettre fin à la guerre et à la violence au Soudan du Sud » . « La vie de milliers de femmes et de filles sud-soudanaises ne peut être échangée contre une pause momentanée des combats. Si leur souffrance est oubliée, nos blessures ne guériront jamais » , a-t-elle souligné.

[Retour à la table des matières](#)



Actualité à surveiller



Rien à signaler

[Retour à la table des matières](#)